



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2707
19 juin 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Crise sociale et économique : aux capitalistes de payer, pas aux travailleurs !



Santé

**Il faut de l'argent
pour l'hôpital**

Page 11

Racisme

**Le produit d'une
société malade**

Page 5

États-Unis

**La colère ne
retombe pas**

Page 8

Leur société

- Le discours de Macron : on n'est jamais si bien servi... 3
- Toujours reconstruire... un système vermoulu 3
- Le président et ses prédécesseurs 3
- Manifestation du 13 juin : la jeunesse au rendez-vous 4
- Violences policières, violences sociales 4
- Les héros peu présentables de la société bourgeoise 4
- Un commissaire lucide 4
- Racisme : le produit d'une société malade 5
- Castaner : chef de la police ou le contraire ? 5
- Une expertise en... dédouanement 5
- Laboratoires pharmaceutiques : la course au vaccin et aux profits 6
- Covid-19 : quand la science assure le spectacle 6
- Éducation : tout reprend... sur le papier 7
- Retraites : réforme, le retour 7
- Affaire Karachi : la justice se hâte lentement 7
- Guadeloupe : échec au patronat revanchard 16
- Maurice Rajsfus : un écrivain contre les crimes de l'État 16

Dans le monde

- États-Unis : colère populaire et manœuvres politiciennes 8
- Marine marchande : exploités sans trêve ni repos 8
- Égypte : inégalités et répression accrues 9
- Inde : la guerre contre le virus et celle contre les travailleurs 9
- Migrants : puissances européennes responsables et coupables 9

Il y a 80 ans

- Juin 1940 : Pétain et de Gaulle, les deux cartes de la bourgeoisie française 10

Dans les entreprises

- Hôpitaux : le 16 juin, « De l'argent pour l'hôpital public ! » 11
- Manifestation à Nantes 11
- Centre handicapés - Pantin 11
- PSA Peugeot Citroën : travailleurs de Pologne ou de France, même patron même combat 12
- PSA - Metz-Borny 12
- Camions Nikola 12
- Renault - Flins 13
- Renault - Cléon 13
- Servair 13
- Derichebourg - Toulouse 14
- Bombardier - Crespin 14
- Téréos - Lillebonne 14
- La Halle 15
- Zara 15
- Nokia - Nozay : un nouveau plan révoltant 16

Crise sociale et économique : aux capitalistes de payer, pas aux travailleurs !

Réouverture des cafés et restaurants partout ; libre circulation en Europe ; retour dans les écoles : dimanche soir 14 juin Macron, en pleine autosatisfaction, a annoncé un semblant de normalisation. Mais la période qui vient ne sera pas un retour à la normale.

La crise économique est là, et elle est sans précédent. L'activité de nombreux secteurs s'est effondrée. Renflouer les grandes entreprises de l'automobile, de l'aérien et de l'aéronautique, du tourisme, verser les pensions de retraite, les indemnités chômage, assurer les transports publics... tout cela se fait au prix d'un endettement colossal auprès des financiers.

La crise sanitaire a fait basculer dans le dénuement et le chômage total les salariés vivant de contrats précaires. Elle a donné le coup de grâce aux commerces qui arrivaient tout juste à surnager dans cette économie de requins.

Même ce qui semblait jusqu'ici stable et assuré est devenu incertain et source d'angoisse pour le monde du travail. Renault, Airbus, Bombardier, Vivarte, Hutchinson et bien d'autres suppriment des emplois par milliers. Le fait d'avoir un CDI et de travailler dans une grande entreprise n'est plus une protection. Le salaire que l'on croyait acquis est remis en cause par le chômage partiel, la suppression de primes ou par des chantages à l'emploi baptisés accords de performance.

Un autre droit en voie de disparition est les cinq semaines de congés payés. Elles n'existaient vraiment que pour ceux en emploi stable. Eh bien, cette année elles ont disparu pour presque tout le monde ! Pendant le confinement, le grand patronat a en effet volé des jours, voire une semaine de congé à des millions de salariés.

La grande bourgeoisie est prête à tout pour préserver ses cours boursiers et ses profits, et ce ne sont pas les idées qui lui manquent !

Tavares, le PDG du groupe PSA, envisage par exemple de faire venir des ouvriers de Pologne et d'Espagne pour travailler en équipe de nuit à l'usine PSA d'Hordain dans le Nord. L'idée est de pouvoir faire l'inverse en cas de besoin, c'est-à-dire d'envoyer des ouvriers de France vers les usines polonaises ou espagnoles. Il veut transformer les ouvriers de son groupe en nomades de l'industrie, censés travailler un mois dans une usine, un mois dans une autre, même si elle est à l'autre bout du pays, voire à l'autre bout de l'Europe.

Une vie de pions, déplacés, vendus, jetés au gré des besoins d'une minorité richissime ; une vie vouée au labeur et à l'exploitation : voilà l'avenir que le grand patronat nous réserve !

Non, nous ne retrouverons pas le train-train d'avant le Covid-19, si tant est que l'on puisse parler ainsi pour ceux qui se démènent, au jour le jour, pour joindre les deux bouts. Nous entrons dans une période de crises sociales et politiques d'ampleur parce que la bourgeoisie est lancée dans une offensive féroce contre le monde du travail.

La situation a déjà atteint, pour beaucoup, les limites du supportable. On le voit avec les manifestations de la jeunesse contre le racisme et les violences policières, comme on l'avait vu avec les gilets jaunes et la mobilisation contre la réforme des retraites. Ces mouvements de colère n'ont rien du coup de tonnerre dans un ciel serein. La société se fissure et se décompose depuis des décennies, sous les effets du chômage de masse, des inégalités et des injustices. Tout se délite.

Même le pilier de cet ordre social injuste et inégalitaire qu'est la police rue dans les brancards. Parce que les mercenaires de la bourgeoisie sont non seulement envoyés faire le sale travail, mais ils sont eux-mêmes victimes de salaires et de conditions de travail indignes.

Alors oui, la situation est grave, mais le monde du travail a les moyens de la changer, s'il conteste la dictature des actionnaires et des financiers.

Mardi 16 juin, les hospitaliers étaient dans la rue pour dire leur colère : en vingt-cinq ans, l'État a supprimé 100 000 lits et, après l'épreuve qu'ils ont traversée, il ne leur offre que des médailles et une promesse de défilé le 14 juillet, mais ni postes, ni lits, ni augmentations de salaire. Eh bien, il faut se mobiliser avec eux, le plus nombreux possible, car il ne s'agit pas d'intérêts catégoriels, mais de protester contre cette société où l'argent qui devrait aller à la santé va aux financiers.

Les travailleurs ont un rôle essentiel à jouer dans la période. Il s'agit non seulement de sauver leurs conditions d'existence, mais aussi d'offrir une issue aux protestations actuelles.

C'est la domination de la bourgeoisie qui perpétue les injustices et les oppressions raciales ou sociales. Seule la lutte des travailleurs, s'ils vont jusqu'au bout dans la défense de leurs intérêts d'exploités, peut la remettre en cause.



Le 16 juin à Paris.

Le discours de Macron : on n'est jamais si bien servi...

« Nous n'avons pas à rougir de notre bilan. Des dizaines de milliers de vies ont été sauvées par nos choix. Nous pouvons être fiers de ce qui a été fait. » Ce sont les mots qu'Emmanuel Macron n'a pas hésité à employer lors de son allocution du 14 juin.

Le président emploie sans doute le « nous » selon une tournure qu'on appelle le « nous de majesté » pour parler de lui-même. Il ne manque donc pas d'audace. Lorsque l'épidémie a frappé le pays, rien n'était prêt. Le système hospitalier était incapable de faire face, détruit par des années de restrictions budgétaires. Macron y avait apporté sa touche, refusant de bouger le petit doigt et de débloquer les sommes nécessaires pour répondre

aux revendications des soignants qui manifestaient depuis des mois.

Le personnel des hôpitaux a dû risquer sa vie, et parfois la perdre, en s'exposant au virus, faute du matériel de protection nécessaire. Les lits de réanimation étaient en nombre insuffisant, à tel point que pendant des semaines on a frôlé l'engorgement total des services. S'il a été possible de faire face, c'est non seulement grâce au courage du

personnel des hôpitaux, mais aussi grâce à tous les volontaires qui sont venus boucher les trous creusés par les suppressions de personnel.

Dans les Ehpad aussi, le gouvernement a été incapable de fournir masques, gants et protections indispensables. Celles et ceux qui y travaillaient ont été laissés à eux-mêmes, jusqu'à ce que l'hécatombe qui frappait leurs pensionnaires apparaisse au grand jour. Lorsqu'ils s'adressaient à la population, Macron et son ministre Olivier Véran ont commencé par mentir, en disant que les masques ne servaient à rien, justifiant



ainsi le fait qu'ils étaient incapables d'en fournir et que les anciens stocks avaient été détruits. On a aussi subi la pénurie de tests alors même que l'OMS préconisait : « Testez, testez, testez. »

Macron se déclare fier aujourd'hui du triste bilan qui est le sien et celui de son gouvernement. S'il persiste et signe, c'est pour continuer dans la même voie.

Daniel Mescla

Toujours reconstruire... un système vermoulu ?

Dans son discours télévisé Macron a expliqué que, la crise passée, il faudra faire des efforts, travailler davantage pour reconstruire. À cette condition selon lui, le futur pourrait être heureux.

Macron est au pouvoir depuis trois ans et représente une classe sociale qui régent le pays depuis deux siècles. Il est au sommet d'un appareil d'État qui s'affirme puissant, organisé et efficace. Il se prétend l'héritier d'une culture millénaire, d'un

savoir-faire incomparable, d'une tradition que le monde entier admire. Et pourtant, à chaque fois que le pays traverse une crise, qu'elle soit sociale, sanitaire et bientôt économique, lui et ses semblables ne trouvent qu'une chose à dire : il

faut reconstruire. Mais qu'a-t-il donc fait jusque-là et qu'ont fait ses prédécesseurs pour qu'au moindre coup de vent il faille tout recommencer ?

À cette question, les gouvernements évitent d'ailleurs de donner une réponse, car elle serait sans équivoque : si leur système se maintient si mal c'est qu'il est pourri jusqu'à la moelle. En

revanche, ils retombent comme par hasard sur la même conclusion : il faut travailler pour réparer et surtout rétablir les profits.

On retombe ainsi sur l'obsession perpétuelle de l'exploiteur, river les travailleurs à l'ouvrage. Les bourgeois ne connaissent qu'une cause à tous les maux, la résistance des exploités, et qu'une solution,

la contrainte. Derrière tous les grands mots, et un Macron n'en est pas avare, il n'y a que la rage d'accumuler en faisant travailler les autres, du gros paysan qui loge ses saisonniers dans une baraque jusqu'au groupe multimilliardaire comme Total qui profite de la pandémie pour supprimer quelques milliers de postes.

Paul Galois

Le président et ses prédécesseurs

« La république n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire. Elle ne déboulonnera pas de statues », a affirmé Macron dans son allocution du 14 juin.

Il répondait aux manifestants qui, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Belgique et... en Côte d'Ivoire, n'ont pas attendu l'intervention des pouvoirs publics pour déboulonner les statues d'esclavagistes notoires ou débaptiser des rues. En France, des militants veulent ôter la statue de Colbert qui trône devant l'Assemblée nationale. Ce ministre de Louis XIV fut en effet l'instigateur de l'infâme Code noir régissant les plantations esclavagistes françaises au 18^e siècle. Jules Ferry, présenté comme le père de l'école laïque obligatoire, mais qui fut le défenseur de la colonisation, du Tonkin au Congo en passant par la Tunisie, est aussi visé. Même Sibeth N'Diaye, porte-parole

fidèle de Macron, est un peu gênée par l'existence de rues ou de places du général Bugeaud, conquérant sanguinaire de l'Algérie et massacreur de la rue Transnonain, actuelle rue Beaubourg, lors des émeutes parisiennes d'avril 1834.

La république de Macron est bonne fille : elle défend la mémoire de la monarchie absolue, de l'Empire et de tous les régimes qui se sont succédé depuis la Révolution française. Ces régimes, dont la république de Macron est l'héritière directe, ne furent pas seulement esclavagistes et colonialistes. Leur rôle était de défendre l'ordre, la propriété privée et les intérêts de la bourgeoisie en France et dans le monde. Cette république

est née du massacre des ouvriers parisiens pendant la Commune de Paris en 1871. Elle n'est pas gênée d'honorer, par le nom donné à des boulevards ou des lycées, un Adolphe Thiers qui est couvert du sang de plus de 20 000 communards. Des guerres napoléoniennes à la guerre d'Algérie ou d'Indochine, en passant par la bataille de Verdun, il n'est pas un général honoré dans les villes françaises qui n'ait gagné ses galons avec le sang d'ouvriers ou de paysans d'Europe, d'Afrique ou d'Asie. Quant aux dirigeants politiques, ils ont la responsabilité de l'envoi de ces généraux.

Cette galerie des oppresseurs ne vaut pas que pour le passé. Des plaques de rues au nom de Giscard d'Estaing ou de De Gaulle ont été déboulonnées à Abidjan car ces personnages



Plaques identifiant des armateurs négriers à Bordeaux.

symbolisent bien la Françafrique et le néocolonialisme. En France aussi, les travailleurs ont de bonnes raisons de ne pas se reconnaître dans ces serviteurs de la bourgeoisie, qui ont recyclé Maurice Papon et tant d'autres vichystes, fait donner la police

contre des grévistes et des manifestants, permis au patronat de licencier à sa guise.

Les travailleurs peuvent laisser à Macron et à sa république leurs glorieux et sanglants grands hommes.

Xavier Lachau



À Paris.

Manifestations du 13 juin: **la jeunesse au rendez-vous**

Le 13 juin, partout en France, des dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté contre le racisme et les violences policières, à l'appel du collectif Justice et vérité pour Adama. À Paris, la place de la République était remplie, sa statue ornée d'une grande banderole: « Au pays des Lumières éteintes, le racisme brille. »

Les manifestants, de toutes origines et majoritairement jeunes, étaient nombreux à avoir fait le déplacement depuis la banlieue parisienne. Mais des manifestations avaient aussi lieu dans de nombreuses villes. Pour beaucoup, c'était leur première manifestation, et

ils tenaient à être là pour exprimer leur soif de justice et de changement.

Les noms de George Floyd et d'Adama Traoré figuraient sur d'innombrables pancartes et tee-shirts. Mais les slogans évoquaient aussi les violences policières commises lors des manifestations

de gilets jaunes. Des jeunes brandissaient les noms de Zineb Redouane, octogénaire marseillaise morte en décembre 2018 après avoir été touchée par un tir de grenade lacrymogène en fermant ses volets; ou de Geneviève Legay, militante de 73 ans blessée à la tête à Nice. Des pancartes rappelaient la complicité active de tout l'appareil d'État avec les policiers auteurs de violences. Ça et là on pouvait lire des citations de militants contre la ségrégation aux États-Unis, comme Martin Luther King

ou Malcolm X, ou de militants contre l'apartheid en Afrique du Sud.

La préfecture de police de Paris, après avoir demandé aux commerçants de baisser leur rideau sur le parcours prévu, a finalement empêché la manifestation d'avancer, forçant les manifestants à stationner et à s'entasser sur la place. L'extrême droite identitaire déployait sur un des immeubles attenants à la place une gigantesque banderole, que des habitants de l'immeuble se sont heureusement chargés

de faire tomber, sous les applaudissements des manifestants!

Au travers des manifestations contre les violences policières, une fraction de la jeunesse exprime son indignation contre un appareil d'État impitoyable envers les classes populaires, quelle que soit la couleur de la peau. Au-delà, pointe la révolte contre une société fondamentalement injuste et violente envers les classes populaires.

Julie Lemée

Violences policières, violences sociales

Devant le succès des manifestations dénonçant les violences policières, les contrôles au faciès et le racisme courant dans la police, le gouvernement tente de discréditer leurs organisateurs et de déplacer le débat vers une impasse.

Interrogée sur France Inter, Sibeth N'Diaye a laissé entendre que la famille d'Adama Traoré pouvait être manipulée par des associations antiracistes non universalistes, autrement dit des militants communautaristes cherchant à parler au nom de tous les Arabes ou de tous les Noirs, en tant que victimes spécifiques d'un racisme d'État. La veille, Macron avait dénoncé ceux qui veulent déboulonner les statues des colonisateurs en parlant « d'un combat récupéré par les séparatistes ». Il reprend là le vocabulaire déjà utilisé en février à propos des quartiers qui échapperaient « aux lois de la République » et serait contrôlés par les « islamistes politiques », ceux que Macron appelle des séparatistes.

Ce langage, utilisé pour décrire les quartiers dégradés par la pauvreté, soumis aux bandes de trafiquants ou à l'emprise de fondamentalistes, mais jamais pour décrire les ghettos de riches barricadés derrière leurs enceintes privées, était

destiné à flatter les électeurs de droite et d'extrême droite. Aujourd'hui, Macron l'utilise pour discréditer les dizaines de milliers de jeunes qui dénoncent les violences policières. Prudent dans l'emploi de la répression, il manœuvre pour mettre en cause la légitimité de cette révolte, semer le doute sur les motivations des organisateurs et faire peur à ceux qui manifestent.

Mais les jeunes qui se rassemblent pour dénoncer la mort de George Floyd ou d'Adama Traoré ne sont pas manipulés. Les contrôles répétés, les insultes, les humiliations par la police, parfois les coups, eux ou leurs proches les vivent. Cette révolte est porteuse d'espoir. Il faudra cependant qu'elle aille au-delà de la simple dénonciation de la violence, du racisme et des injustices. Car la justice, cette société et ce pouvoir politique sont incapables de l'apporter.

La « justice républicaine » dont se gargarisent les politiciens de tous bords est avant tout destinée à maintenir un ordre social

fondé sur le droit des patrons à faire des affaires en exploitant des travailleurs. La police est chargée de maintenir cet ordre coûte que coûte. Les policiers coupables de violences bénéficient d'une impunité systématique et du soutien sans faille des ministres de l'Intérieur successifs, car ils ont bien trop besoin de leurs « forces de l'ordre ». Le rôle de la police n'est pas de protéger la veuve et l'orphelin, mais la propriété privée. Il est d'empêcher les piquets de grévistes de bloquer une usine, ou d'aider les huissiers à expulser une famille qui ne peut plus payer son loyer. Il est de maintenir les pauvres et les exploités à leur place.

Le mépris pour les pauvres et les jeunes des quartiers, le racisme, les idées réactionnaires et tant d'autres préjugés courants chez les policiers, découlent avant tout du sale travail qu'on leur demande. Ce ne sont pas des dérives individuelles, mais le produit d'un système. Le combat pour y mettre fin ne peut pas être dissocié de celui pour changer la société. La révolte de la jeunesse doit s'élever jusqu'à cette conscience.

Xavier Lachau

Les héros peu présentables

À Richmond, en Virginie, la statue de Christophe Colomb, considéré comme responsable du massacre des Indiens d'Amérique, a été arrachée de son socle et jetée dans un lac par des manifestants, celle du général Robert Lee, héros du Sud esclavagiste pendant la guerre de Sécession, doit être démontée par la municipalité démocrate. Une autre statue de Christophe Colomb a été décapitée à Boston.

Au Royaume-Uni, la statue d'Edward Colston, marchand d'esclaves du 17^e siècle, a été déboulonnée et jetée à l'eau lors d'une manifestation à Bristol. La statue d'Henry Dundas, un homme politique ayant

travaillé à retarder l'abolition de l'esclavage, a été recouverte de graffitis lors d'une manifestation à Edimbourg. En Belgique, la statue de l'ancien roi des Belges, Léopold II, propriétaire à titre privé du Congo, et responsable d'une politique coloniale qui fit des millions de morts, a été retirée d'un square à Anvers.

Si l'acharnement des manifestants contre ces massacreurs statufiés se répand de l'Amérique à l'Europe, c'est bien parce que ce passé a façonné la société, avec toutes les formes d'exploitation et d'oppression qui la marquent aujourd'hui, et cela dans le monde entier.

Hélène Comte

Un commissaire lucide

« Durant la crise des gilets jaunes puis la gestion du Covid, le président et le gouvernement ont eu besoin de nous, et ce n'est pas fini, compte tenu de la crise économique et sociale qui s'annonce. » Cet avis émane du secrétaire général du Syndicat indépendant des commissaires de police, interviewé par *Le Parisien*.

Et en effet, confronté à la grogne des policiers, Castaner, le ministre de l'Intérieur, a dû avaler son chapeau. Prenant acte que Castaner avait rapidement

« concédé avoir fait une erreur et regretté ses propos », le même syndicaliste policier ajoutait: « On souhaite que le ministre revienne sur tout ce qu'il a dit. » Et visiblement, il savait très bien pourquoi son souhait allait être exaucé.

Avec l'aggravation de la crise, l'État aura de plus en plus besoin de ses forces de répression pour s'opposer aux classes laborieuses. Ce n'est vraiment pas le moment pour lui de mécontenter la police.

Pierre Laffitte

Racisme : le produit d'une société malade

Les manifestations contre le racisme et les violences policières parties des États-Unis, se sont répandues à travers le monde. Des politiciens intéressés ont beau souligner les prétendues différences entre les pays, la jeunesse ne peut que constater la permanence et même l'universalité du comportement policier, de l'oppression et du racisme.

Cette universalité a un fond commun. Dans cette société dominée par la recherche du profit capitaliste, la lutte de tous contre tous prévaut. L'histoire et la volonté délibérée des oppresseurs font parfois que les barrières entre les classes sociales recouvrent les différences de couleur, d'ethnie, voire de religion. Aux États-Unis, l'héritage raciste de l'esclavagisme est utilisé par la classe dominante pour affaiblir la classe travailleuse en la divisant. En France, la place peu enviée de classe dangereuse, à la fois la plus exploitée et celle d'où sortent les voyous, a été occupée successivement par toutes les immigrations : Bretons, Italiens, Maghrébins et dorénavant Noirs africains. Le mépris pour les derniers arrivés et la division qui en découle sont soigneusement entretenus. L'État, par bien des lois discriminatoires, la presse et nombre

de politiciens sans scrupule y contribuent ; Le Pen et consorts n'ont rien inventé en la matière.

Cette situation entretient le racisme au jour le jour, les contradictions de la société le faisant resurgir. L'État, par le biais de sa police, est là pour éviter que des explosions de colère des pauvres s'en prennent à la propriété des riches. Les policiers chargés du maintien de cet ordre sont imprégnés des mêmes préjugés qui traversent la société. Ils le sont d'autant plus que leur rôle les tourne contre les pauvres tels qu'ils sont et donc, en France, contre les Noirs et les Arabes des banlieues des grandes villes.

Que le racisme soit institué comme aux temps des colonies, aux États-Unis avant 1960, dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, ou qu'il soit simplement de fait, comme dans la France d'aujourd'hui, il a pu reculer devant des mouvements

de masse puissants. Les colonies ont pris leur indépendance, la ségrégation a été abolie dans la loi et les États-Unis ont même élu un président noir, l'apartheid a disparu. Mais le pouvoir du capital est resté et l'oppression avec lui, comme on peut le constater dans ces trois cas et dans bien d'autres. Le racisme et tous les préjugés produits en continu par la société de classes perdurent et renaissent sans cesse, d'autant plus que la crise économique aiguise les contradictions sociales.

L'exploitation de l'homme par l'homme, fondement matériel de cette société, s'accompagne inévitablement du mépris des exploités et de toutes ses déclinaisons racistes, religieuses, machistes, etc. « Pour détruire les racines du racisme, il faut renverser tout le capitalisme », disait la militante communiste noire américaine Angela Davis après bien d'autres. Il faut souhaiter et militer pour que le combat nécessaire contre le racisme, repris aujourd'hui par une partie de la jeunesse, la conduise sur la voie de la révolution sociale.

Paul Galois



Castaner : chef de la police... ou le contraire ?

Le gouvernement a reculé face aux syndicats policiers qui exigeaient le maintien de l'usage de la clé d'étranglement comme technique d'interpellation. Celle-ci pourra continuer à être utilisée, « avec mesure et discernement », est-il précisé dans une note du directeur de la police nationale du 15 juin.

Embarrassé par le succès inattendu des mobilisations initiées par le comité Adama Traoré, le gouvernement avait fait un geste en direction des manifestants en reconnaissant qu'il y avait un problème de racisme et d'usage de la force dans la police. Le 8 juin, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur Castaner avait annoncé l'abandon des « techniques dites d'étranglement », donnant ainsi raison à ceux qui les mettaient en cause dans plusieurs décès lors d'interpellations. Il avait même été jusqu'à promettre des sanctions en cas de « suspicion avérée de racisme » de la part de policiers qui jusque-là

ont toujours bénéficié d'un soutien quasi inconditionnel de leur hiérarchie.

Il aura suffi de quelques protestations publiques de policiers pour qu'en quelques jours Castaner revienne piteusement sur toutes les décisions annoncées. La lâcheté dont a fait preuve le ministre de l'Intérieur ne tient pas seulement à sa personnalité. C'est celle de tout ce gouvernement, prompt à faire matraquer des travailleurs, des jeunes ou des gilets jaunes, mais qui tremble dès que les forces de répression sur lesquelles il s'appuie contre les classes populaires font mine de froncer les sourcils.

Boris Savin

Une expertise en... dédouanement

Zineb Redouane avait été atteinte par un tir de grenade policière le 1^{er} décembre 2018, alors que cette octogénaire fermait une fenêtre de son appartement dans le centre de Marseille, où se déroulaient une marche contre le logement insalubre et une manifestation des gilets jaunes.

Le lendemain, elle décrivait de blessures faites « dans les règles de l'art », si l'on en croit l'expertise judiciaire qui emploie ces termes pour caractériser la façon dont un policier a tiré la grenade mortelle.

Selon la conclusion du rapport, la grenade a

« atteint la victime de manière totalement accidentelle » : le policier tireur n'aurait donc rien à se reprocher. On notera que l'expert est vraiment trop fort : il a vu un sans-faute dans un tir effectué à 37 mètres de distance, et cela sans même avoir rencontré ni interrogé le tireur.

Et pour cause ! Ce dernier, sans doute trop modeste devant tant d'éloges, ne s'est toujours pas fait connaître, un an et demi après les faits. Précisons enfin que ledit expert est lui-même un policier.

L'instruction du dossier finissant par paraître trop partielle, la justice a décidé de le dépayser à Lyon. Mais sans garantie aucune que les juges lyonnais ne retiendront pas cette expertise.

Ainsi vont la police et la justice républicaines.

Pierre Laffitte



À Marseille le 30 novembre 2019.

Laboratoires pharmaceutiques : course au vaccin et aux profits

Le trust pharmaceutique AstraZeneca vient d'annoncer la signature d'un accord avec l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas pour leur garantir de disposer de 400 millions de doses d'un vaccin contre le Covid-19 que le laboratoire développe avec les chercheurs de l'université d'Oxford et dont il annonce la commercialisation avant la fin de l'année.

Le PDG d'AstraZeneca France ne dit pas un mot sur le montant du contrat mais il se félicite que le vaccin soit vendu à prix coûtant, deux euros la dose. C'est peu, dit-il, mais ce sera beaucoup puisque le marché mondial potentiel serait de trois milliards de doses, des négociations étant en cours avec les USA, la Grande-Bretagne, l'Inde, le Japon, le Brésil, la Chine, etc.

En fait aujourd'hui le vaccin n'est pas prêt, mais AstraZeneca entend bien faire financer son développement par les États donc par l'argent public, notamment les études cliniques et la mise en place des outils industriels nécessaires pour fabriquer ces millions de doses. Les États-Unis avaient déjà annoncé fin mai un versement d'un milliard de dollars à AstraZeneca pour financer le développement du vaccin. L'Union européenne

avait également annoncé début juin qu'elle voulait participer à cette course au vaccin à hauteur de 2,4 milliards d'euros. Mais elle demandait un front uni de tous les pays pour éviter une compétition malsaine entre les États membres. Moins d'une semaine plus tard quatre d'entre eux, parmi les plus grands, en signant avec AstraZeneca ont montré ce qu'ils entendaient par solidarité européenne!

Faire financer ses recherches par l'argent public, cela ne date pas d'aujourd'hui, ne serait-ce que via le crédit impôt recherche, et cela ne concerne pas que les laboratoires pharmaceutiques. Et dans le domaine AstraZeneca n'est pas seul. Début mai, les laboratoires Sanofi ayant annoncé que les pays qui auraient payé le plus seraient servis les premiers, notamment les États-Unis, Macron, Merkel

et autres avaient protesté en réclamant l'accès aux vaccins pour tous. Finalement ils se comportent de même en signant avec AstraZeneca pour être les premiers servis.

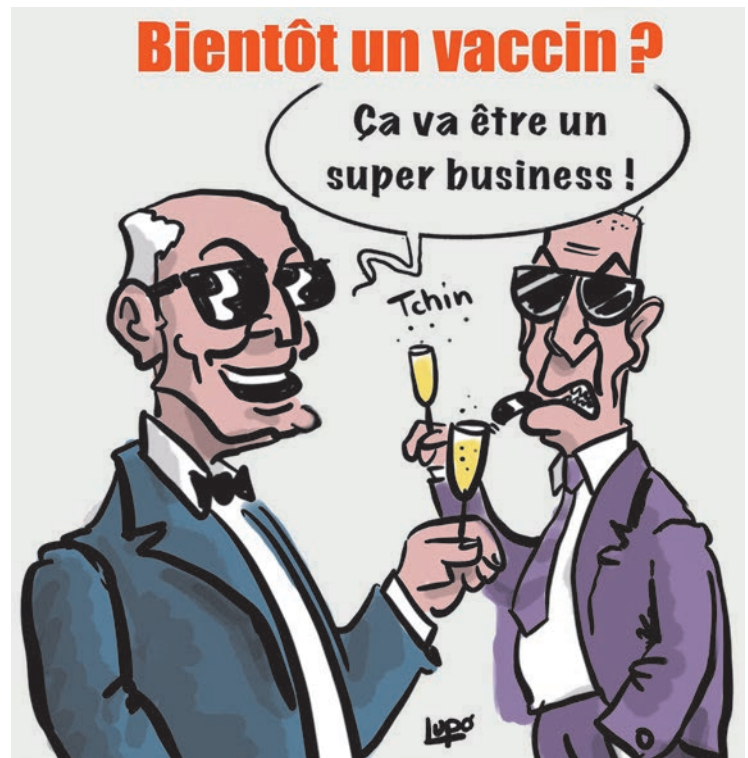
Sans remonter plus loin, au moment de la crise de la grippe A en 2010-2011, les États avaient déjà largement mis à la main à la poche. En France 94 millions de doses d'un vaccin avaient été achetées au prix fort pour 869 millions d'euros aux laboratoires Sanofi-Pasteur, Novartis et Glaxo-SmithKline, la ministre de la santé de l'époque, Roselyne Bachelot, ayant promis qu'on vaccinerait toute la population. Finalement avec le recul de l'épidémie, six millions de personnes avaient été vaccinées, une partie de la commande, 50 millions de doses, avait été annulée et il avait fallu même détruire près de 19 millions de doses périmées. Au passage les laboratoires avaient osé réclamer et obtenu près de 50 millions d'euros d'indemnisation supplémentaires pour les commandes annulées. Toutes ces sommes ont rempli les coffres des trusts pharmaceutiques et vidé

d'autant les caisses de la Sécurité sociale.

Aujourd'hui avec le Covid-19, AstraZeneca, Sanofi et tous les autres entendent procéder de la même manière. C'est aux États, donc aux contribuables de payer; chose nouvelle quand même par rapport au virus de la grippe A, cette fois c'est avant même que le vaccin ne soit commercialisé. Et si

celui-ci ne voit pas le jour comme annoncé à la fin de l'année, on peut être sûr qu'aucun État ne réclamera et n'obtiendra de la part des laboratoires des pénalités de retard. Mais l'objectif principal en période de crise n'est-il pas d'aider les trusts pharmaceutiques, et les autres, à maintenir leurs profits?

Cédric Duval



Covid-19 : quand la science assure le spectacle

Depuis le début de l'épidémie, le gouvernement a prétendu s'appuyer sur un conseil scientifique, aussi bien pour justifier le maintien du premier tour des élections municipales que pour élaborer des protocoles sanitaires. Des polémiques comme celle portant sur la chloroquine se sont retrouvées au premier plan et ont vu s'opposer toutes sortes de professeurs et de revues scientifiques.

Ainsi la science a semblé mise au cœur du débat, et en effet la réponse médicale à une maladie nouvelle ne peut être trouvée que grâce à la méthode scientifique. Il est heureux qu'au 21e siècle les solutions par la prière ou la magie ne soient prônées

que par des minorités ridicules. Mais cela ne signifie pas que tous ceux qui se réclament de la science aient forcément raison.

À toutes les étapes du confinement, les ministres et professeurs se sont succédé pour vanter la rigueur

et la rationalité de leurs décisions, mais ils sont apparus largement incohérents. Les masques étaient inutiles puis sont devenus obligatoires, par exemple. Mais le spectacle le plus curieux a été donné par les scientifiques eux-mêmes, notamment dans la question du traitement par l'hydroxychloroquine. Une des revues les plus prestigieuses du monde médical, le *Lancet*, a publié le 22 mai une étude concluant à la probable dangerosité de ce médicament dans le traitement

du Covid-19. Mais le 5 juin, cette même revue retirait son article car les données utilisées ne seraient finalement pas fiables.

Une explication de tous ces errements est que le monde scientifique n'échappe pas à la logique économique et politique du capitalisme. Les revues scientifiques sont elles-mêmes devenues des entreprises très rentables. Le groupe Elsevier qui possède le *Lancet*, ainsi que 2500 autres revues, a eu un chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros en 2018 pour plus de un milliard d'euros de bénéfice. Cette rentabilité exceptionnelle s'explique entre autres par le bénévolat des auteurs, qui doivent parfois payer la publication de leurs articles. Les chercheurs voient leurs crédits de recherche dépendre en grande partie du nombre de leurs publications et cherchent donc à publier le plus possible. Cette course à la publication s'est encore accélérée dans la crise actuelle. Dans le journal *Le Monde* un groupe de médecins a relevé que dans la crise actuelle 15 000 articles

ont été publiés sur le Covid-19 mais que dix seulement répondraient vraiment aux standards de qualité.

Une des vedettes scientifiques du moment, le professeur Raoult, est un bon exemple de cette intrication économique, politique et scientifique. Depuis 25 ans, il publierait plus de 120 articles par an. Il a multiplié les déclarations spectaculaires pour défendre le traitement qu'il préconise. Il reçoit le soutien de bon nombre de politiciens douteux comme Philippe Douste-Blazy, ancien ministre de la Santé de Jacques Chirac, ou Christian Estrosi, maire réactionnaire de Nice. Sans juger de ses idées en matière médicale, on peut estimer qu'une grande part de ses préoccupations n'a visiblement rien de scientifique.

Les connaissances scientifiques peuvent ouvrir des perspectives extraordinaires à l'humanité mais, comme pour tout le reste, la société capitaliste tend à ravalier la science au niveau d'un spectacle, ou d'une source de profits.

Jean Pollus



Éducation : tout reprend... sur le papier

Les écoles et les collèges devront accueillir tous les élèves à partir du 22 juin, a annoncé Emmanuel Macron à la télévision. Une décision qui laisse perplexes ceux qui sont chargés d'organiser la scolarité dans ces établissements. Cette reprise se fera « de manière obligatoire et selon les règles de présence normales », a tenu à préciser le président.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean Michel Blanquer, jouant comme toujours les premiers de la classe, a fait préciser par son directeur général de l'enseignement scolaire : « Un élève absent pourra faire l'objet de sanctions. »

On peut se demander quel bénéfice pédagogique les élèves pourront tirer de cette reprise à deux semaines des vacances scolaires, à une période où même en temps normal il est assez difficile de mobiliser leur attention. Cela

gênera par contre les parents qui se sont organisés autrement depuis la fermeture et pensaient pouvoir continuer ainsi. Mais, de plus, les conditions matérielles dans lesquelles devrait s'effectuer le retour en cours sont loin de permettre la présence de tous.

Le nouveau protocole sanitaire qui doit entrer en vigueur le 22 juin prévoit qu'une distance d'un mètre devra être respectée à droite et à gauche de

chaque élève. Concrètement, il ne pourra y avoir qu'un élève par table double. C'est le genre de contraintes dont n'a pas tenu compte le ministère quand il a calculé qu'avec cette distanciation on pourrait accueillir 24 élèves par classe. Dans la réalité, comme le dit le représentant d'un syndicat des chefs d'établissement, « on prendra ceux qui se présentent et ce sera déjà bien ». Le ministère le sait d'ailleurs parfaitement.

Depuis le début de l'épidémie, les mesures concernant l'Éducation nationale n'ont pas eu pour objectif de permettre une meilleure scolarisation des élèves, mais surtout d'envoyer un signal allant dans le sens de la reprise du travail pour les parents. La dernière en date ne fait pas exception, et tenait sa place dans le discours de Macron à côté de l'incitation à travailler plus et à produire davantage.

Daniel Mescla

Retraites : réforme, le retour

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a remis la réforme des retraites à l'ordre du jour. Interrogé sur France Info lundi 15 juin, il a déclaré : « Est-ce qu'il faut encore réformer les retraites ? Oui. (...) Est-ce qu'il faut poursuivre la réforme maintenant ? Ce sera au président et au Premier ministre de le trancher, (...) mais le problème reste sur la table. »

En fait, le gouvernement n'a jamais enterré cette réforme, attaque frontale contre tous les salariés, déjà adoptée en première lecture début mars, juste avant le confinement. Elle avait été imposée au forceps par le recours au 49-3, après de nombreuses manifestations pour la rejeter. Lors de son premier discours annonçant le confinement le 17 mars, Macron avait suspendu toutes les réformes en cours, dont celle des retraites, et

plusieurs membres de sa majorité avaient estimé que ce n'était pas le moment.

Mais ce n'était que partie remise. Ces derniers temps, certaines fuites bien organisées avaient laissé entendre qu'il voulait reprendre l'offensive sur ce sujet. Un rapport du COR, le Conseil d'orientation des retraites, avait opportunément réactualisé ses prédictions. Il prévoit désormais un déficit des caisses de retraite de près de 30 milliards d'euros

pour 2020. Le nombre de salariés en forte diminution, les reports de paiements et même les exonérations de cotisations accordées aux entreprises ont fait que les rentrées ont été en très forte baisse ce dernier trimestre.

Bruno Le Maire n'est pas le seul à vouloir remettre sur le tapis l'attaque sur les retraites. Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, a renchéri : « La première question à se poser, avant de relancer la réforme, est : c'est quoi la profondeur du trou financier du système des retraites ? » Et, si trou il y a, il n'est pas question pour le Medef et les patrons de le combler. Les travailleurs, les classes populaires, les retraités devront les forcer à le faire.

Bertrand Gordes

Affaire Karachi : la justice se hâte lentement

Le 15 juin, vingt-cinq ans après les faits, un tribunal a fini par condamner à des peines de prison ferme six des organisateurs d'une vaste carambouille mêlant politiciens de haut vol, industriels de l'armement, financiers véreux et hauts cadres de l'administration, l'affaire des sous-marins de Karachi.

Les marchands de canons et l'État avaient, en 1994, glissé une très forte enveloppe à des militaires pakistanais pour que leur pays achète des sous-marins français. L'affaire fut conclue et, comme convenu, aux alentours de 10 millions retournèrent aux intermédiaires français, en l'occurrence le clan formé autour du Premier ministre d'alors, Édouard Balladur. L'argent fut versé dans la caisse de campagne de celui-ci pour l'élection présidentielle de 1995, charge à ses administrateurs de maquiller les comptes.

Ils firent un travail d'amateurs. Le Conseil constitutionnel refusa dans un premier temps de valider les comptes de Balladur, avant de le faire pour ne pas « remettre en cause la démocratie » selon la conception particulière de son président d'alors. L'affaire aurait pu en rester là mais, visiblement, quelque chose a raté. Des intermédiaires mécontents se sont vengés sur les travailleurs chargés de mettre au point

les sous-marins au Pakistan. Quinze d'entre eux sont morts dans un attentat, au nombre desquels onze Français, dont les familles ont remué ciel et terre pour connaître la vérité. C'est l'action de ces dernières qui, en remettant l'affaire sur la place publique, a abouti à la condamnation d'aujourd'hui et qui conduira peut-être Balladur, son ministre de la Défense, Léotard, et son porte-parole de l'époque, Sarkozy, devant un tribunal.

Mais la justice est bonne fille et les prévenus ne sont pas des dealers de barre d'immeubles. Anciens ministres, hauts fonctionnaires, dirigeant de multinationale, pourvus des meilleurs avocats, ils ont fait appel et sont restés en liberté. Balladur, à l'instar de son ami de trente ans Chirac, sera sans doute trop âgé pour être inculpé quand les juges finiront par se pencher sur son sort, s'ils le font un jour. Quant aux marchands de canons, nul n'a jamais songé à les inquiéter.

Paul Galois



À Paris, le 17 décembre 2019.

Bataille navale : sous-marin touché, budget explosé

Vendredi 12 juin, la marine française s'est rappelée à l'attention de tous ceux à qui on demande de se serrer la ceinture : elle a brûlé en une journée de quoi rénover bien des hôpitaux !

Le matin, un sous-marin a testé en baie d'Audierne le nouveau missile M51, fusée de 56 tonnes partie du fond de l'océan et capable

d'emporter une bombe nucléaire à 8 000 km en passant par la stratosphère. Cet engin de mort coûte 120 millions l'unité, sans

compter les frais de l'ensemble du programme. Il y en a quelques dizaines en production, œuvre commune des marchands de canons nationaux, Ariane, Airbus, Dassault, Thales et autres vautours de moindre envergure.

L'après-midi de ce même jour, à Toulon, le

sous-marin *Perle* prenait feu sur son chantier de carénage. L'incendie n'a heureusement pas fait de victimes et laisse espérer que le *Perle* ne risquera plus d'en faire. Mais les responsables des arsenaux en ont profité pour souligner la faiblesse de la flotte sous-marine,

le petit nombre de bâtiments en fonction (dix quand même...). Et d'appeler à accélérer et à renforcer le nouveau programme de construction de sous-marins.

On peut parier que, magique ou pas, il y aura de l'argent pour ça.

P. G.

États-Unis : colère populaire et manœuvres politiciennes

Trois semaines après la mort de George Floyd à Minneapolis, et après que des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre le racisme et les violences policières, la colère n'est pas retombée. Vendredi 12 juin, elle a été ravivée par le meurtre de Rayshard Brooks par la police d'Atlanta.

Cet homme noir, père de quatre enfants, s'était endormi dans sa voiture sur le parking d'un fast-food. Interpellé, il s'est soumis à un alcootest positif et s'est débattu quand, alors qu'il avait proposé de rentrer à pied et n'était pas armé, les policiers ont voulu le menotter. Il a réussi à s'emparer du Taser d'un des policiers et à s'enfuir, et ceux-ci ont tiré quatre fois sur lui et l'ont tué.

La scène ayant été filmée, des manifestations ont éclaté à Atlanta, où la population est majoritairement noire, et le fast-food où Brooks a été tué a été incendié. Le policier meurtrier a été révoqué et son collègue mis en congé – alors que, comme l'a dit l'épouse de Brooks, ce dernier

aurait été condamné à la prison à vie s'il avait tué un policier. La cheffe de la police d'Atlanta a démissionné, et cette affaire montre une fois de plus combien l'appareil d'État est incapable de maîtriser sa propre police.

En Californie, de forts soupçons de meurtre planent aussi sur les décès de deux hommes noirs retrouvés pendus à des arbres, à 50 km et dix jours d'écart.

Les démocrates à la manœuvre

En fustigeant les manifestants antiracistes et en appelant à tirer sur ceux qui pillaient des magasins, sans jamais avoir un mot de sympathie pour George Floyd et sa famille, Trump n'a voulu

s'adresser qu'à sa base électorale. Mais il est possible qu'il ait en partie manqué son coup. Certes, l'extrême droite s'est réjouie de ses propos. Mais un sondage montre que 70% des Américains, et donc toute une partie des électeurs de Trump, considèrent qu'il y a dans le pays un vrai problème de racisme dans la police. Les dirigeants démocrates ont adopté une autre posture, voulant montrer de l'empathie pour la famille de Floyd, participant aux manifestations et mettant un genou à terre aussi souvent que nécessaire. Cette attitude semble aujourd'hui payante, le candidat Joe Biden ayant progressé dans les sondages ces dernières semaines.

Les démocrates portent pourtant une responsabilité écrasante dans la condition des Noirs américains. Des démocrates dirigent de grandes villes où les violences policières sont la norme, comme Los Angeles, New York,

Chicago ou Minneapolis. Ils dirigent également de nombreux États. À Minneapolis, municipalité démocrate, Derek Chauvin, le policier qui a étouffé George Floyd, avait fait l'objet de 17 plaintes, dont plusieurs pour des violences caractérisées; il n'avait reçu que deux lettres de réprimande. Et le cas de Chauvin n'est pas isolé. Au cours des huit dernières années, 3 000 plaintes avaient été déposées contre la police de Minneapolis, sans sanction dans neuf cas sur dix. Des procureurs ont souvent refusé de poursuivre des policiers violents. Amy Klobuchar, aujourd'hui sénatrice et ex-candidate aux primaires démocrates, était procureure à Minneapolis, où elle a refusé de poursuivre des policiers à de multiples occasions, dont justement Derek Chauvin, impliqué dans la mort d'un homme en 2006.

Joe Biden attend son heure

Le démocrate Joe Biden a pour sa part beaucoup contribué à l'emprisonnement massif de millions de pauvres, des Noirs en particulier. Avec 2,2 millions de prisonniers, soit proportionnellement six fois plus qu'en France, les États-Unis sont un des pays les plus répressifs au monde. Et les Noirs, qui comptent pour 12% de la population, représentent 37,5% des prisonniers. L'augmentation spectaculaire de la population carcérale a commencé dans les années 1970, sous Nixon, sous couvert de guerre contre la drogue, et s'est poursuivie au cours des années 1980 et 1990. En 1989 Biden, alors sénateur, critiquait

George W. Bush au motif que son plan de lutte contre la drogue n'était pas assez dur, et il proposait de traduire en justice chaque consommateur. En tant que président de la commission judiciaire du Sénat, il a rédigé ensuite plusieurs lois en ce sens. En 1994, sous Clinton, il défendit une nouvelle loi répressive qui contribua encore à de nouvelles incarcérations. Aujourd'hui, Biden postule à la présidence du pays, avec des chances de l'emporter. Si Trump est un défenseur acharné des intérêts de la bourgeoisie, celle-ci a d'autres cartes dans sa main. Ces dernières semaines, plusieurs hauts cadres militaires, dont le chef d'état-major, ont désavoué le président, qui voulait recourir à l'armée face aux manifestations, essentiellement pacifiques, contre les violences policières. D'anciens dirigeants de la CIA et de l'armée ont pris position contre Trump, se payant le luxe de se poser en protecteurs du peuple et d'expliquer, sans rire, que « L'Amérique n'est pas un champ de bataille... » et que « Nos concitoyens ne sont pas l'ennemi. »

Cela fait longtemps que le système politique américain fonctionne sur la base de l'alternance: quand un parti est discrédité, un autre le relaie pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Cela peut permettre de canaliser la colère et la révolte contre l'injustice à l'intérieur des institutions, sans les remettre en cause. Biden et les démocrates en profiteront peut-être, mais les classes populaires n'ont rien à attendre d'eux.

Michel Bondelet



Marine marchande : exploités sans trêve ni repos

Suite aux mesures prises pour lutter contre la pandémie, il y aurait, selon l'assureur britannique Lloyds, 300 000 marins du commerce en attente de relève de par le monde,

La fermeture des ports et l'interruption des voyages aériens ont d'abord fait que des centaines de milliers de travailleurs ont dû attendre, à bord et au mouillage, que les armateurs daignent organiser leur rapatriement. En effet, soit leur embarquement était arrivé à son terme et ils devaient être relevés, soit l'immobilisation du navire rendait leur présence inutile.

D'autre part, des centaines de milliers de marins ont continué de travailler sans

être relevés. Les équipages sont internationaux, les trois quarts des marins viennent de divers pays d'Asie, bon nombre d'officiers sont d'Europe de l'Est. Ils embarquent quelque part le long du parcours de leur navire. Avec l'épidémie, les relèves n'ont pu arriver, faute de transport aérien. Le même équipage est donc resté.

Aujourd'hui, avec le recul de l'épidémie et la volonté du patronat de faire repartir l'économie, le trafic maritime reprend, mais pas encore le

trafic aérien et il n'y a toujours pas de relève. Il y a donc sur les mers des équipages ayant travaillé depuis des mois, parfois plus d'un an, par roulement sept jours sur sept, et dont on imagine l'état d'épuisement nerveux. Et cela sur les bâtiments les plus modernes, les plus gros et aussi les plus fragiles, pétroliers, méthaniers, chimiquiers, etc.

Les États ont certes signé un accord stipulant l'obligation de rapatrier les équipages à la fin de leur contrat, mais elle ne s'applique pas, ou pas complètement. La CGT des officiers de la marine marchande souligne par exemple que les compagnies

françaises n'ont pas rapatrié leurs marins étrangers, alors que la loi les y oblige.

Mais, après tout, profiter de l'épidémie pour dégrader les conditions de travail et

maintenir plus longtemps les ouvriers au poste de travail est une politique générale du patronat. En mer, c'est juste plus glaçant.

Paul Galois



Égypte : inégalités et répression accrues

L'Égypte comptait au 15 juin 1 575 décès dus au coronavirus, un bilan en définitive limité pour un pays de 100 millions d'habitants, mais les conséquences sociales sont bien plus graves.

La mise au ralenti de l'économie mondiale a tari des ressources importantes pour le pays. En 2019, des millions de travailleurs égyptiens, installés dans les pays du Golfe et du bassin méditerranéen, embauchés dans l'agriculture, l'industrie ou la construction avaient transféré à leur famille une somme équivalant à 26,8 milliards de dollars. Beaucoup ont aujourd'hui perdu leur emploi et sont dans l'impossibilité de lui venir en aide.

Avec la fermeture des frontières et l'arrêt du transport aérien, les recettes liées au tourisme, près de 13 milliards de dollars en 2019, se sont également effondrées. Des millions de travailleurs se sont retrouvés brutalement à la rue.

Si les secteurs du bâtiment ou de l'agriculture ont été moins affectés par la pandémie, l'industrie et le commerce ont été partiellement

à l'arrêt. Pour répondre aux exigences des patrons, le gouvernement a mis en place un confinement très souple et il leur a promis six milliards de dollars d'aides, avec l'aval du FMI qui vient de lui accorder de nouveaux financements. Cela ne peut qu'inquiéter les classes populaires qui subissent toujours le plan d'austérité mis en place après le précédent plan du FMI, qui les a enfoncées dans la pauvreté.

En effet, à la suite de ce plan, les subventions sur les produits de base et l'essence ont été supprimées et celles sur l'énergie et l'électricité réduites, alors que 60 % de la population est considérée comme pauvre et qu'un tiers vit avec moins de 1,3 euro par jour. À l'inverse, l'impôt sur le revenu des sociétés a baissé. Le système d'aide étatique censé agir de manière ciblée contre la pauvreté se révèle être du saupoudrage. Chaque bénéficiaire reçoit



Signature de pétitions contre les nouvelles règles d'exclusion des aides alimentaires. Le Caire, mars 2019.

2,50 euros par mois pour s'acheter de l'huile, du riz et autres produits de base dans des épiceries subventionnées. Au-delà de quatre bénéficiaires dans la même famille, la subvention tombe à 1,25 euro par enfant supplémentaire. Mais même cette aide misérable, le FMI la juge trop coûteuse et sous sa pression le gouvernement a radié des millions de personnes de son bénéfice.

Le pouvoir utilise la pandémie pour redorer son blason en diffusant en boucle à la télévision des images de camions de l'armée distribuant des colis de produits de première nécessité

aux plus démunis. Mais ces mises en scène ne trompent personne au sujet des militaires qui ont accaparé les richesses.

Avant la pandémie, le maréchal Sissi, le président, se vantait d'avoir redressé l'économie et affichait fièrement une croissance du PIB de plus de 5%. Mais ces chiffres s'accompagnent d'inégalités sociales croissantes, imposées par une dictature de fer. Sissi a fait arrêter des milliers d'opposants politiques, syndicalistes et journalistes. Il s'en prend maintenant à des jeunes influenceuses du réseau social TikTok. L'une d'entre elles,

âgée de 17 ans, victime d'un viol, qui a posté une vidéo de son visage couvert de contusions pour dénoncer ce crime, a tout de suite été arrêtée pour « promotion de la débauche ». Mais grâce au soutien qu'elle a reçu et à l'ampleur des protestations, elle a été relâchée.

Sissi peut compter sur le soutien des grandes puissances qui lui vendent des armes et de Trump qui l'a reconnu comme son « dictateur préféré ». Il faut souhaiter que la révolte qui couve les balaye tous les deux ainsi que l'ordre social qu'ils servent.

Leila Wahda

Inde : la guerre contre le virus et celle contre les travailleurs

En Inde, la mauvaise gestion par le gouvernement Modi de la crise du Covid-19 continue, entraînant un grand nombre de morts parmi les travailleurs.

La levée progressive du confinement a entraîné une augmentation massive du nombre de cas – de 25 000 le 1^{er} mai à 343 000 le 16 juin, avec 9 900 décès officiels. Le pays ne disposant pas de capacités de dépistage et de diagnostic suffisantes, ces chiffres sont grossièrement sous-estimés.

La contagion est particulièrement virulente dans les grandes villes. À New Delhi,

les hôpitaux sont débordés ; ce sont traditionnellement les familles qui s'occupent des patients, mais l'accès leur est désormais interdit. Des trains, des salles de mariage et des hôtels doivent être transformés en hôpitaux de fortune.

La progression de l'épidémie s'explique notamment par l'exode de 20 millions de travailleurs migrants des centres industriels et

commerciaux urbains qui, sans emploi et n'ayant pas les moyens de payer le loyer et la nourriture, sont rentrés dans leurs villages. Les travailleurs ont dit qu'ils préféreraient à la famine dans les villes, la « sécurité », fût-elle celle d'une disette au village où au moins ils seraient avec leur famille.

Des « trains de main-d'œuvre » spéciaux ont finalement été affrétés par le gouvernement, mais ceux-ci sont devenus des pièges mortels. Les travailleurs ont dû attendre des heures dans des

gares surpeuplées, en recevant peu de nourriture ou d'eau, tandis que les températures ont grimpé à plus de 45 degrés dans certaines régions du pays. En seulement 19 jours, 80 travailleurs sont morts dans ces trains.

Cependant, la majorité des travailleurs reviennent à pied, pour nombre d'entre eux en longeant des voies ferrées. Mais c'est tout aussi dangereux. Le 8 mai, dans l'État du Maharashtra, seize travailleurs migrants de la sidérurgie, épuisés d'avoir parcouru plus de 25 km dans

la chaleur, se sont endormis sur les rails et ont été heurtés par un train de marchandises. Cela s'ajoute aux 383 travailleurs décédés pendant le confinement, en raison de suicides, de violences policières et de la faim. La classe ouvrière paie déjà un prix intolérable pour cette crise, avant même que la crise économique à venir ne commence à frapper.

Article traduit du mensuel Workers' Fight (juin 2020), publié par le groupe trotskyste britannique du même nom (UCI).

Migrants : puissances européennes responsables et coupables

Avec le ralentissement de l'épidémie de Covid 19, l'assouplissement de la circulation et une meilleure météo, les migrants sont plus nombreux à tenter leur chance, sur terre et sur mer.

Mais les pays d'Europe se barricadent toujours autant : leurs polices, leurs gardes-côtes s'acharnent à repousser ceux qui cherchent à échapper à la misère et à la guerre. Ils s'acharnent à les enfermer, voire à les torturer.

Ainsi le 15 juin, Amnesty International a dénoncé les violences imposées aux réfugiés par la police croate. Plusieurs migrants ont témoigné des coups reçus, des tortures

qui leur ont été infligées par des individus cagoulés ressemblant aux forces spéciales de la police. Après les avoir frappés au point de les rendre incapables de marcher et même de se tenir debout, ils les ont remis à leur police des frontières qui leur a ordonné de sortir du pays. Ce sont des organisations humanitaires de Bosnie-Herzégovine qui les ont récupérés et soignés. Le ministre de l'Intérieur

croate nie toute implication et refuse d'enquêter. L'Union européenne, qui accorde sept millions d'euros au gouvernement croate pour assurer la sécurité aux frontières de l'Europe, vient tout juste de lui demander de réaliser une enquête approfondie sur ces accusations.

Le 14 juin, en mer Égée, les gardes-côtes grecs et turcs ont laissé une embarcation de migrants en détresse quatorze heures durant, au large de l'île de Lesbos. C'est seulement quand il a été avéré que le bateau se trouvait dans les eaux grecques

que les migrants ont été secourus. Là encore l'Union européenne ainsi que le haut-commissariat des Nations unies aux Réfugiés ont réclamé une enquête au gouvernement grec.

Quant aux migrants venus de l'Afrique subsaharienne, 52 d'entre eux, dont une majorité de femmes, se sont noyés début juin au large de Sfax en Tunisie. Entre janvier et mai 2020, malgré l'épidémie, les départs clandestins de la Tunisie vers l'Europe ont été quatre fois plus importants que dans la même période de 2019. De nombreux réfugiés

parvenus en Libye ont dû fuir la guerre, une guerre pour le pétrole, enjeu de la convoitise des grandes puissances, européennes ou autres, dont la France.

Un temps éclipsée dans l'actualité par la pandémie, on voit resurgir toute l'hypocrisie des gouvernements européens qui se contentent de réclamer des enquêtes ou versent des larmes de crocodile sur les morts de centaines de femmes, d'hommes et d'enfants, dont ils sont responsables.

Sylvie Maréchal

Juin 1940 : Pétain et de Gaulle, les deux cartes de la bourgeoisie française

Il y a 80 ans, en juin 1940, la défaite de l'armée française jetait sur les routes des millions de personnes fuyant devant l'avancée des troupes allemandes. Dans ce qui s'avérait être une débandade de l'armée, le gouvernement en crise se retrouvait à devoir enregistrer la défaite et négocier les conditions d'armistice. Le maréchal Pétain, investi des pleins pouvoirs, allait s'en charger, tandis que de Gaulle de son côté lançait sur la BBC un appel à la poursuite de la guerre.

La France et la Grande-Bretagne, jusque-là puissances impérialistes dominantes d'Europe, n'étaient entrées dans la guerre qu'à reculons. Alors qu'Hitler réarmait, aidait les troupes franquistes espagnoles, s'emparait de l'Autriche, dépeçait la Tchécoslovaquie, aucune des deux n'avait riposté. Il avait fallu que la Pologne soit envahie et partagée entre l'URSS et l'Allemagne pour que la France et la Grande-Bretagne décident de déclarer la guerre, le 3 septembre 1939. Plus aucun de leurs alliés ne se faisait d'illusion sur leur volonté et leur capacité de les défendre face à l'Allemagne d'Hitler. Leurs atermoiements avaient d'ailleurs conduit l'URSS de Staline à renverser ses alliances et à signer le 23 août 1939 un pacte avec l'Allemagne nazie. Le pacte germano-soviétique avait frappé de stupeur tous les militants communistes, mais il n'allait même pas éviter à l'URSS de subir l'attaque des troupes allemandes, en juin 1941.

Une défaite annoncée

La longue période de préparation militaire de l'Allemagne, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, n'avait pas été mise à profit pour préparer une riposte. Critiquées notamment par de Gaulle, les stratégies élaborées par l'état-major ne tenaient pas compte de l'évolution des techniques militaires, qui

rendait inopérante la ligne Maginot. La bourgeoisie et l'État français vivaient de l'exploitation des colonies de l'Empire, tout comme la bourgeoisie et l'État britanniques, impérialismes repus espérant que personne ne remette en cause un partage du monde qui ne correspondait plus depuis longtemps à leur puissance réelle. En revanche, l'Allemagne, étranglée par le traité de Versailles scellant sa défaite de 1918, se battait pour étendre ses marchés, disposer des matières premières indispensables au fonctionnement de son industrie. Remettre en cause le partage du monde était, pour les capitalistes allemands, devenu vital.

Le maréchal Pétain, considéré comme le héros de la Première Guerre mondiale, obtint la présidence du Conseil des ministres le 16 juin 1940. Face à une défaite sans appel, l'État français n'avait plus qu'à négocier sa survie avec les forces allemandes. Dans la période d'occupation qui s'ouvrait, la bourgeoisie française avait besoin d'un intermédiaire qui défende ses intérêts. Son objectif était de conserver ses colonies, alors que de son côté l'Allemagne n'avait pas les moyens de prendre en main tout l'Empire. Le compromis négocié avec la France convenait aux deux parties. L'état-major et le personnel politique de la bourgeoisie française, unis par leur haine du communisme, marqués par leur



À Montoire, le 24 octobre 1940, Pétain, Hitler, Keitel et von Ribbentrop.

frayeur des grèves de 1936, des occupations d'usine et de la révolution espagnole, n'étaient nullement rebutés par un accord avec un pouvoir fasciste, et l'alliance avec Hitler leur apparaissait comme un moindre mal. Pétain assumait la situation, lui qui avait affirmé quelques jours avant son entrée au gouvernement : « Il est impossible au gouvernement français, sans émigrer, sans désertier, d'abandonner le territoire français. Le devoir du gouvernement est, quoi qu'il arrive, de rester dans le pays, sous peine de n'être plus reconnu comme tel. »

De Gaulle en recours en cas de victoire des Alliés

Cependant, il apparut rapidement qu'une victoire de l'Allemagne ne pouvait être que temporaire. Les États-Unis, alliés à la Grande-Bretagne, ne pouvaient tolérer qu'un concurrent tel que l'Allemagne domine et unifie l'Europe sous sa coupe. Anticipant la mondialisation du conflit et la probable défaite finale de l'Allemagne, de Gaulle, général fraîchement promu, inconnu du grand public, sous-secrétaire d'État

pendant quelques jours, se plaça en recours. Il s'agissait, après un retournement de la situation militaire, que l'État français continue à disposer d'interlocuteurs politiques auprès des vainqueurs probables. De Gaulle allait expliquer plus tard cette option dans ses Mémoires : « L'Empire est là qui offre son recours. La flotte est là, qui peut le couvrir. Le peuple est là, qui de toute manière va subir l'invasion, mais dont la république peut susciter la résistance, terrible occasion d'unité. (...) Une question domine tout : les pouvoirs publics sauront-ils, quoi qu'il arrive, mettre l'État hors d'atteinte, conserver l'indépendance et sauvegarder l'avenir, ou bien vont-ils tout livrer, dans la panique de l'effondrement ? »

Cela voulait dire s'affirmer favorable à la poursuite de la guerre, regrouper autour de lui des troupes pouvant lui permettre à la fin du conflit d'être partie prenante des négociations et d'y défendre les intérêts de la bourgeoisie française et avant tout son Empire colonial. De Gaulle allait passer toute la guerre à manœuvrer pour gagner à lui une fraction de l'armée et parvenir à être reconnu par les alliés.

Un appel passé inaperçu

L'appel du 18 juin ne fut entendu quasiment par personne. Seuls 7 000 soldats issus de l'armée française en débandade rejoignirent de Gaulle. La grande majorité de l'administration des colonies suivit Pétain. Devant l'isolement de de Gaulle, le gouvernement britannique ne voulait pas se lier les mains en le reconnaissant comme représentant d'un gouvernement français en exil.

Mais après 1943, alors que les troupes soviétiques avaient battu les armées allemandes à Stalingrad, le ralliement du PCF à de Gaulle devint pour le général un atout important. Il pouvait dès lors arguer qu'après le départ des troupes allemandes il aurait le soutien de l'essentiel des forces politiques en France, y compris de la part d'un Parti communiste encore suspect de vouloir une révolution, allié de l'URSS mais désormais garant de la remise en place de l'État de la bourgeoisie.

L'appel du 18 juin est commémoré aujourd'hui comme un appel « à refuser la défaite et poursuivre le combat contre l'ennemi ». Toute la question pour la bourgeoisie française, au cœur d'un conflit mondial où les fronts et les alliances ne pouvaient que se modifier, et alors qu'elle avait perdu l'essentiel de sa puissance militaire, était de savoir qui il fallait considérer comme l'ennemi. Au fond, Pétain et de Gaulle permettaient de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Tandis que le pouvoir pétainiste lui servait d'intermédiaire auprès de Hitler, le pouvoir embryonnaire de De Gaulle, intitulé la France libre, se posait en interlocuteur auprès des anglo-américains et même de l'URSS.

En aidant ce général réactionnaire à bâtir son autorité politique, le PCF et Staline participaient à la construction d'un rempart contre tout risque de révolution. Les mêmes États bourgeois qui, en moins d'un quart de siècle, avaient par deux fois provoqué une boucherie mondiale, allaient ainsi reprendre leur place.

Inès Rabah



Churchill et de Gaulle, le 11 novembre 1944.

Hôpitaux: le 16 juin, "de l'argent pour l'hôpital public!"

Le 16 juin, aux cris de « Du fric pour l'hôpital public », « Des effectifs, du matériel, des salaires, pas de bla-bla », près de 20 000 hospitaliers et travailleurs d'autres secteurs venus en soutien se sont rassemblés à Paris devant le ministère de la Santé et sont partis en manifestation.

Énormément de jeunes, de nombreux établissements et régions, donnaient un ton très dynamique au cortège. Les slogans exprimaient la méfiance vis-à-vis du gouvernement et du Ségur de la santé, et clamaient les exigences du personnel. L'idée que ce sont tous les travailleurs de toutes les branches qui doivent s'unir pour rendre les coups a été applaudie.

Dans bien d'autres villes aussi les hospitaliers ont été nombreux à manifester. Ils ont été par exemple 10 000 à Lyon. Ils ont été parfois rejoints par des travailleurs d'autres entreprises.

Il y a un an, les Urgences de toute la France se faisaient entendre. Parti de l'hôpital Saint-Antoine à Paris mi-mars, le mouvement s'était étendu à tous les services d'urgence. Leurs revendications étaient 300 euros d'augmentation et 10 000 embauches. Cette lutte trouvait écho dans le reste des services où les problèmes sont les mêmes :

sous-effectif, course après le matériel, manque de lits pour hospitaliser tous les patients et surtout salaires notoirement insuffisants.

À cela s'ajoutait une réforme de la santé qui maintient les mesures d'économies budgétaires. En octobre 2019, 900 lits sur un total de 20 000 étaient fermés dans les hôpitaux de l'AP-HP, faute d'effectifs suffisants pour assurer les soins. Les médecins, eux-mêmes à bout, ne parvenaient plus à faire face.

Le Collectif inter hôpitaux regroupant des chefs de service, des personnels soignants et des associations d'usagers, formé en septembre, organisait une première journée de grève et de manifestation le 14 novembre. Son succès était facilité par l'implication des médecins. Mais un certain espoir dans une lutte possible renaissait.

L'arrivée de la crise sanitaire du Covid-19 a suspendu de fait le mouvement, tandis que tous

Nantes: du blé pour la santé, pas pour les financiers !

Mardi 16 juin après-midi, près de 10 000 manifestants ont défilé dans les rues de Nantes.

Les travailleurs de la santé, venant de l'hôpital, des cliniques privées ou des Ehpad, étaient largement représentés pour exprimer leur colère face à leurs conditions de travail. À leurs côtés, les salariés du public et du privé, comme ceux de Tipiak. Dès le matin,

des actions avaient été organisées à la clinique Brétéché ou à l'hôpital psychiatrique de Bouguenais. En plus des applaudissements, ont fusé des slogans revendiquant des embauches, des augmentations de salaire : « On ne veut pas de prime en miettes, on ne veut pas de cadeaux aux actionnaires, mais des emplois et des augmentations de salaires. »

Correspondant LO



les hospitaliers devaient faire face à la situation. Cette crise sanitaire a révélé ce que les hospitaliers dénoncent depuis des années : l'hôpital est à l'os. Il a fallu vider les hôpitaux des autres patients pour accueillir ceux touchés par le Covid-19.

Ces trois mois d'activité intense, de course au matériel et aux médicaments, et d'inventions quotidiennes pour prendre en charge le mieux possible les patients, ont pompé toute l'énergie et mis les nerfs de tous à rude épreuve. Mais la première vague de l'épidémie reflue, et le champ est à nouveau libre pour manifester la colère qui couve.

Elle s'exprime quotidiennement dans les services contre la politique des gouvernements qui gèrent les stocks à flux tendu et maintiennent les équipes en sous-effectif permanent, faisant prendre des risques à tous, personnel comme patients.

La rhétorique sur les héros de l'hôpital, la prime que tout le monde ne touchera pas, les applaudissements de 20 heures ne peuvent pas cacher les

problèmes, qui n'ont pas changé et qui ont même été mis en lumière pendant cette crise sanitaire : les salaires, le manque de personnel et de matériel et le manque de lits.

Pendant ce temps, syndicats et gouvernement sont censés continuer à négocier lors du Ségur de la Santé, dont les conclusions doivent tomber mi-juillet. À l'hôpital, personne n'est dupe et ne croit qu'il en sortira quelque chose.

La participation à la journée de grève et de manifestation du 16 juin est restée relativement disparate selon les services et les hôpitaux, mais ceux

qui se sont mobilisés l'ont fait avec toute la colère accumulée. Et un certain nombre font le lien avec la situation de l'ensemble du monde du travail, touché de plein fouet par la crise économique qui s'installe et que gouvernement et patronat s'entendent à lui faire payer.

Il reste à renforcer ce début de mobilisation et à continuer d'affirmer que l'ensemble des hospitaliers comme l'ensemble des travailleurs peuvent et doivent relever la tête. Les milliards sont là. Ils doivent servir pour le bien commun.

Correspondant LO



Centre handicapés – Pantin : une première grève le 16 juin

Mardi 16 juin, les travailleurs de la santé du centre pour handicapés de la résidence Clothilde-Lamborot à Pantin, en Seine-Saint-Denis, se sont mobilisés, à l'appel de la CGT de l'Association des paralysés de France (APF).

Clothilde Lamborot était une des quatre jeunes poliomyélitiques qui en 1933 créèrent cette association. C'est la première fois depuis l'ouverture de ce centre à Pantin, il y a trente-cinq ans, que des travailleurs font grève. Chaque équipe de jour a fait deux heures de grève. Quelques-uns de l'équipe du matin se sont associés à ceux de l'après-midi.

Dans cet établissement,

54 résidents sont accueillis par des salariés travaillant en équipes : dix le matin jusqu'à 15 heures, douze jusqu'à 22 heures et un veilleur de nuit et deux aide-soignantes la nuit. Ils font des semaines de 35 heures pour une paye inférieure au smic. Comme beaucoup d'autres, ils réclament 300 euros d'augmentation de salaire pour tous ; une prime Covid de 1 500 euros égale pour

tous ; le même indice que les aides-soignants de l'hôpital, car le leur est légèrement inférieur ; la retraite à 57 ans à taux plein, pour compenser la pénibilité de leur travail. Toutes revendications auxquelles la direction fait la sourde oreille.

Les grévistes ont profité de cette journée pour expliquer aux passants comment ils sont exploités dans ce centre, étant entendu que la satisfaction de leurs exigences serait également bénéfique pour le confort des résidents.

Correspondant LO

PSA Peugeot Citroën : travailleurs de Pologne ou de France, même patron, même combat

Jeudi 11 juin, la direction de PSA a annoncé qu'elle comptait faire venir travailler dans ses usines en France des ouvriers des usines Opel de Pologne, Allemagne et Espagne. La presse a surtout parlé de l'arrivée dans une usine du Nord des ouvriers venant de Pologne. Mais deux autres usines PSA près de Metz étaient aussi concernées.

C'est donc un vaste plan de prêts d'ouvriers que PSA s'appête à organiser à travers toute l'Europe pour remplacer les travailleurs intérimaires et transformer tous les travailleurs de PSA en nomades de l'industrie.

La direction de PSA veut monter une équipe de Nuit dans l'usine d'Hordain pour faire face aux commandes de véhicules utilitaires qui sont en hausse. Elle a décidé de faire appel à 300 ouvriers d'Opel de Gliwice en Pologne et à 230 venant de Saragosse en Espagne. La conséquence directe est qu'elle laisse au chômage partiel avec moins de 1 000 euros par mois (84 % du salaire) des centaines d'intérimaires qui étaient présents avant le confinement. Ceux-ci ne peuvent même pas aller travailler chez un autre patron pour avoir un salaire à 100 % sans casser leur contrat avec PSA et perdre leurs indemnités de fin de

mission (IFM) qui représentent près de 3 000 euros.

Devant l'écho médiatique, les ministres Pénicaud et Le Maire ont demandé à PSA de « privilégier les travailleurs locaux ». La direction de PSA a aménagé son projet en acceptant de reprendre les 240 intérimaires toujours sous contrat. Elle ne fait donc venir pour l'instant que 122 ouvriers d'Opel de Pologne. Cela a suffi aux ministres, qui n'avaient aucune intention de s'opposer au projet essentiel de PSA.

Ce projet comporte le danger que les travailleurs en viennent à se combattre les uns les autres pour défendre leur place pour fabriquer des voitures la nuit. La direction de PSA, comme tous les patrons, veut mettre en concurrence les travailleurs, utiliser les différences de statut entre intérimaires et CDI, ou de nationalité, pour tenter de

les diviser afin de renforcer son exploitation.

Des militants ouvriers ont répondu à la politique de la direction en défendant l'idée que ce projet nuit à tous les travailleurs, sans tomber dans le piège du chauvinisme ou du prétendu patriotisme social. Il ne faut pas se tromper d'ennemi. Le responsable de cette situation n'est pas l'ouvrier Polonais, l'intérimaire ou l'ouvrier en CDI de PSA. C'est la direction de PSA qui veut écraser encore plus tous les travailleurs, en France comme en Pologne, en les rendant plus flexibles, plus mobiles, plus précaires.

Elle veut utiliser la peur et la concurrence pour faire pression, car aucun travailleur n'est réellement volontaire pour aller travailler la nuit pendant des mois à des milliers de kilomètres de chez lui. Les ouvriers polonais d'Opel, au chômage depuis des mois avec une chute brutale de leur salaire, ne viennent pas par plaisir travailler à 1 500 km de chez eux. Ils y sont obligés pour vivre.

La seule perspective que les travailleurs doivent défendre est de s'unir, quel



que soit leur statut juridique, leur nationalité ou la couleur de leur peau. Elle est de faire bloc face au patron et à sa politique de division pour défendre leurs intérêts : que personne ne soit au chômage et que chaque travailleur soit payé au meilleur salaire. Pour qu'aucun travailleur ne soit au chômage, qu'il soit de Pologne ou de France, en CDI ou intérimaire, il faut répartir le travail entre

toutes les usines, quel que soit le pays, sans baisser les salaires.

Ces militants ont pris l'initiative de s'adresser aux ouvriers polonais avec un tract écrit dans leur langue pour défendre les idées de la solidarité internationale des travailleurs. Et en reprenant le cri de guerre ô combien d'actualité : Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Correspondant LO

PSA – Metz-Borny : non à l'avenir qu'ils nous préparent !

Une cinquantaine de travailleurs d'une usine Opel de Pologne ont été prêtés temporairement par PSA à l'usine de Metz-Borny, où le manque de personnel est criant du fait des réductions d'effectif – un millier d'emplois supprimés ces dix dernières années – et de la non-reprise des dizaines d'intérimaires employés avant le confinement.

Le groupe Opel a été racheté par PSA, qui veut maintenant pouvoir disposer des travailleurs comme bon lui semble. La plupart de ces travailleurs venus de

Pologne ne parlent pas français ; mais qu'à cela ne tienne, entre ouvriers on sait aussi communiquer par gestes.

Des militants de la CGT se sont adressés par un tract

bilingue aux ouvriers polonais pour qu'il n'y ait pas de fossé entre travailleurs.

Ils ont reçu un bon accueil de leur part, mais pas de la direction ! Elle a aussitôt fait des rappels à l'ordre aux militants : elle ne veut pas que se casse la barrière de la langue et que les travailleurs communiquent entre eux. Diviser pour régner, mais comme le dit le tract aux ouvriers polonais « vous n'êtes pas nos

ennemis mais nos frères ».

Les intérimaires encore en contrat à Metz sont payés par l'État au chômage partiel, c'est-à-dire avec une paye au niveau du smic, tandis que ceux dont le contrat s'est terminé pointent à Pôle emploi. Quant aux ouvriers polonais venus à Metz, eux ne sont pas payés selon les conditions de PSA mais selon la convention collective, bien moins favorable.

Les patrons veulent ramener les travailleurs des décennies en arrière, corvéables à merci. Aujourd'hui, ils envoient des Polonais à 1 500 km de chez eux, demain ils enverront ceux de Metz à l'autre bout de l'Europe. Les patrons voudraient ainsi diviser les travailleurs. Pour ceux-ci, il faut au contraire prendre conscience de l'unité de leurs intérêts.

Correspondant LO

Camions Nikola : nouvelles technologies et vieille spéculation

À peine introduite à Wall Street le 4 juin, l'action du constructeur de véhicules électriques Nikola a vu son prix augmenter très rapidement.

Au point que sa capitalisation boursière a atteint en quelques jours 34 milliards de dollars (31 milliards d'euros), approchant celle de Ford, dépassant presque celle de PSA, Fiat et Renault réunis. Pourtant, Nikola n'a encore vendu, ni fabriqué

industriellement aucun véhicule...

Ce n'est pas la technologie mise au point par cette entreprise qui explique cet engouement. En fait, les banques et les fonds d'investissement sont à l'affût de la moindre occasion d'utiliser les sommes

énormes qui sont mises à leur disposition par les États, sous prétexte de sauver l'économie, pour faire un bon placement en Bourse.

Les mots de « véhicule électrique » sont aujourd'hui ceux qui électrisent les spéculateurs à la hausse... jusqu'à la prochaine baisse de tension.

Boris Savin



Renault-Flins : la direction entretient le flou

Mardi 16 juin après-midi, lors d'une réunion extraordinaire du CSE de Renault-Flins, la direction s'est contentée de rappeler les propositions énoncées la veille par la direction générale pour l'usine, qui compte encore plus de 4 000 travailleurs, embauchés ou sous divers contrats ou intérimaires.

L'usine de Flins serait destinée à des activités de reconditionnement de véhicules, des prototypes, des échanges standard de moteurs, etc. C'est là une activité de casse, disent certains travailleurs de l'usine. Il s'agit d'activités déjà réalisées par d'autres sites Renault, comme Choisy (pour

les moteurs) destiné à la fermeture, Aubevoye, Lardy ou Guyancourt, déjà pourvu d'un atelier de prototypes, et cela ne fait qu'entretenir le flou sur la pérennité de l'usine.

Renault veut supprimer 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France. L'ingénierie est visée, la

production aussi. À Flins, la hiérarchie a commencé par démentir toute fermeture, annonçant même un nouveau véhicule après la Zoe actuellement produite dans l'usine. Puis, de reculade en reculade, elle a fini par parler d'activité de substitution.

La direction veut visiblement jouer la montre, continuer pour le moment la production de la Zoe à la même cadence qu'avant le confinement, parfois rompue par un manque de pièces venant de l'extérieur.

Mais pour l'avenir elle ne veut s'engager sur rien.

Cela ne répond évidemment pas à l'inquiétude des travailleurs, qui veulent garder leur emploi et leur salaire, qu'ils soient embauchés, intérimaires ou sous-traitants.

Face à l'attitude de la direction, le mécontentement monte, parfois même la colère. Certains travailleurs, des équipes de nuit des Presses et de la Tôlerie, ont ainsi débrayé toute la nuit du 11 au 12 juin.

C'est dans ce climat que

l'ensemble des syndicats, y compris les plus habitués à la collaboration avec la direction, appelaient à débrayer. Ils ont été très nombreux à le faire et se sont retrouvés à plusieurs centaines devant l'usine.

Face à la direction de Renault, décidée à maintenir ses profits à coups de suppressions d'emplois, voire de fermetures d'usines, cela ne doit être qu'un début. Il s'agit pour les travailleurs de défendre leur emploi, leur salaire, leur vie.

Correspondant LO

Renault - Cléon : à force de tirer, ça a craqué

La direction de l'usine Renault de Cléon, près de Rouen, insiste pour dire que le site ne serait pas touché par le plan d'économies de plus de deux milliards d'euros et la suppression de 15 000 emplois, dont 4 600 en France, annoncés par la direction du groupe.

Pourtant, comme partout, le plan d'économies se met rapidement en place à l'usine. Depuis la reprise du travail, le 11 mai, des centaines de salariés intérimaires ont été licenciés. Sans eux, ceux qui continuent de produire supportent des cadences en augmentation constante et se tuent à la tâche. Ils ont maintes fois informé les chefs de leurs problèmes : ceux-ci écoutent mais ne règlent rien. Dans l'atelier de montage du moteur R9, les travailleurs sont éreintés et ils sont de plus en plus nombreux à se retrouver en

accident de travail.

Jeudi 11 juin, une quinzaine de salariés de cet atelier ont cessé le travail, en colère. Comme par enchantement, toute la hiérarchie était disposée à les écouter et a noté leurs revendications : ils exigeaient avant tout du personnel en plus.

La hiérarchie a promis que, dès le lundi 15 juin, des intérimaires seraient repris. Mais ce jour-là, à 5 h 30, les intérimaires promis n'étaient pas là. De plus, par le bouche à oreille, les salariés du secteur apprenaient qu'un de leurs copains d'atelier, ne

supportant plus les conditions de travail, avait fait une tentative de suicide durant le week-end. Et là, l'écœurement et la colère ont submergé l'ensemble des travailleurs du secteur.

Tous, embauchés, intérimaires, ont alors décidé d'arrêter le travail et d'aller s'expliquer avec la direction de l'usine. Celle-ci a tenté de les diviser, en les réunissant par tronçons de la chaîne, sans succès. Ils sont restés soudés et ont rédigé un cahier de revendications expliquant, chiffres à l'appui, combien il faudrait être pour travailler sereinement et dans de meilleures conditions.

Mardi 16 juin, dès 5 h 30, tous se rassemblaient et votaient de ne pas reprendre le travail tant que la direction ne s'engagerait pas

clairement. Sous la pression, celle-ci annonçait qu'elle céderait sur la création de dix postes supplémentaires, et promettait de réfléchir à comment améliorer les conditions de travail.

Les travailleurs, méfiants, imposaient que les salariés puissent se voir régulièrement pour discuter collectivement des conditions de travail. Ils votaient

que, si la direction ne respectait pas sa parole, ils cesseraient de nouveau le travail.

Même à un nombre restreint dans un secteur donné de l'usine, ces travailleurs ont relevé la tête. C'est la voie à suivre pour défendre leurs conditions de travail et de vie, pour eux et pour tous.

Correspondant LO

Servair : le patron veut baisser les salaires et les effectifs

Servair, entreprise au chiffre d'affaires de près d'un milliard d'euros spécialisée dans la préparation de repas pour le transport aérien, vient d'annoncer un large plan d'économies de 170 millions d'euros.

Depuis le développement de la crise sanitaire, les divers sites de la région parisienne sont à l'arrêt, à l'exception de l'usine principale, à Roissy CDG, qui fonctionne à 20% de ses capacités. Le directeur général de l'entreprise présente désormais un plan visant à baisser les salaires et réduire de 25 à 30% les effectifs du groupe, tout en prétendant que, si tout se passe bien, il ne sera peut-être nécessaire que d'en appliquer une partie.

Pour tenter de faire accepter ses attaques, le PDG s'est fendu d'une lettre et de deux vidéos à destination des salariés, dans lesquelles il affirme qu'une partie des suppressions d'emplois serait réalisée par le renvoi des CDD et des intérimaires et une réduction drastique du recours à la sous-traitance. Depuis des années, l'entreprise ne peut fonctionner que grâce aux centaines de travailleurs précaires présents sur chacun des sites. Ils participent à la réalisation des tâches parmi les plus dures, comme en

laverie, où est trié et nettoyé le matériel de retour des avions.

La direction a aussi préparé sa propre version du « tous unis face à la crise ». Elle explique qu'elle est en train de s'allier avec tous ses « concurrents historiques » et qu'il ne reste plus aux travailleurs qu'à rejoindre cette union sacrée...

Après un premier rassemblement, à l'appel de la CGT, des travailleurs se sont retrouvés une seconde fois, le mardi 9 juin. Les 250 présents, qu'ils soient salariés de Servair ou de ses filiales, contents d'avoir ainsi pu exprimer leur colère, ont décidé d'appeler à un nouveau rassemblement pour la semaine suivante, avec pour objectif d'être encore plus nombreux.

Les patrons de la restauration aérienne s'entendent pour se répartir les profits et tenter de faire payer la crise aux travailleurs. Eh bien, les travailleurs ont toutes les raisons de s'entendre pour défendre leurs intérêts propres!

Correspondant LO



Rassemblement le 15 juin.

Derichebourg Toulouse : grève contre "l'accord de performance collective"

Dès la fin du confinement, Derichebourg, un important sous-traitant d'Airbus, s'est attaqué aux travailleurs... sous prétexte de « sauver » 700 emplois (sur 1 600 salariés dont 1 400 à Toulouse). Il s'agit d'un Accord de performance collective (APC).

Vendredi 12 juin, avec la complicité d'un syndicat, cet accord est devenu applicable. C'est d'abord une véritable attaque sur les salaires. Les travailleurs perdent la prime de transport, et la prime de repas est remplacée par des tickets restaurant. Cela s'ajoute à la perte de salaire qu'il subissent déjà du fait qu'Airbus a réduit les horaires, supprimé les heures de nuit et qu'il y a du chômage partiel payé à 84%. Pour des salaires de 1 600 à 1 700 euros, c'est 500 euros de moins par mois. Par ailleurs, les salariés qui touchent 2,5 fois le smic perdent le 13^e mois. Et pour tous, le versement de la moitié du 13^e mois

qu'ils devaient toucher maintenant est reporté en novembre.

Quant aux emplois prétendument à sauver, il n'y a aucune garantie puisque, dans l'accord, une clause conditionne son application à la politique du gouvernement en matière d'indemnisation du chômage partiel.

Le 2 juin, un rassemblement devant le siège social à Blagnac était organisé, à l'appel de l'UNSA (minoritaire) qui s'oppose à l'accord et d'un collectif de travailleurs. Beaucoup se demandent comment empêcher le délégué de FO (majoritaire) de signer. En effet, celui-ci justifie sa signature de l'accord en disant que



Rassemblement des grévistes de Derichebourg contre l'accord de performance collective, le 2 juin.

les travailleurs n'ont pas d'autre choix s'ils veulent sauver leurs emplois. Pourtant la société n'est pas sur la paille. Daniel Derichebourg, l'actionnaire majoritaire, est la 410^e fortune de France avec 210 millions d'euros de patrimoine en 2019, selon le magazine *Challenges*, et 22 millions d'euros de dividendes ont été distribués l'an dernier.

Mardi 9 juin avait lieu un nouveau rassemblement devant le siège, à l'occasion d'une nouvelle négociation de l'APC. 200 travailleurs en colère disaient : « Mort à l'APC », « APC = Accord de pauvreté collective » et votaient à une large majorité pour la grève jusqu'à la fin de semaine. Pendant trois jours, devant le siège social, les discussions ont continué : « Comment faire pour être

plus nombreux ? » Certains étaient en grève, d'autres venaient en dehors des heures de travail, d'autres encore venaient parce qu'ils sont au chômage

Chez Airbus, ceux de Derichebourg sont essentiellement qualitatifs, contrôleurs sur les chaînes d'assemblage, aux Essais en vol, au Delivery. Ceux qui travaillent à l'Aménagement cabine, par contre, sont les plus mal payés. Ils ont des difficultés à trouver le soutien des ouvriers d'Airbus : « C'est normal, les sous-traitants, on est des fusibles ».

Vendredi 12 juin, des membres de la hiérarchie de Derichebourg, mais aussi d'Airbus ont fait pression sur ceux qui voulaient rejoindre la grève : « Si vous faites grève, on va perdre la

prestation, des ouvriers de la chaîne A330 peuvent vous remplacer » ou bien « c'est l'entreprise AAA (un autre sous-traitant) qui récupèrera le travail ».

Les patrons veulent diviser les travailleurs pour mieux sauver leurs profits dans cette crise. Après ceux de Daher, aujourd'hui ce sont les travailleurs de Derichebourg qui sont attaqués, demain à qui le tour ? Par leur mobilisation, les travailleurs de Derichebourg ont montré qu'ils ne voulaient pas « être de la chair à patron ». Ils ont ouvert la voie d'une lutte qu'il faudra mener tous ensemble, et puisqu'il y a moins d'activité... pour imposer la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.

Correspondant LO

Bombardier – Crespin : les grévistes ont fait reculer la direction !

Avec un chiffre d'affaires de 813 millions d'euros l'an dernier et des carnets de commandes de trains pleins pour les années à venir, les affaires vont bien pour les patrons du site de Bombardier à Crespin, dans le Nord.

Le directeur du site annonçait même dans ses vœux de 2019 vouloir dépasser Alstom dans le secteur de la production ferroviaire. C'était quelques semaines avant l'annonce du rachat de Bombardier Transport par... Alstom lui-même.

Les calculs des uns et des autres dans la concurrence capitaliste ne sont pas toujours faciles à suivre. Quand il y a des contrats et de l'argent à prendre, les adversaires d'hier s'associent parfois pour rafler la mise. Mais c'est aux dépens des travailleurs et en cherchant à accroître en permanence l'exploitation que les patrons avancent leurs pions.

La direction a dû fermer le site pendant près de deux mois à cause de l'épidémie de Covid-19. Au redémarrage, elle a utilisé le prétexte du retard dans la production et les livraisons de train pour justifier une

série d'attaques.

Elle prévoyait notamment d'imposer une semaine de travail supplémentaire à la place de la première semaine de congé prévue cet été. Et tant pis pour ceux qui ont déjà organisé leurs vacances après avoir été enfermés pendant deux mois !

À cela s'ajoutent les annonces de samedis travaillés, la prévision d'une montée en cadence à 60 heures par semaine, les jours de RTT volés pendant le confinement et le refus de compléter le chômage partiel versé par l'État durant la fermeture.

Depuis le jeudi 4 juin, débrayages et grèves se sont répétés pour protester contre ces reculs. Plus de 300 travailleurs des différentes équipes (celles postées et de journée) y ont participé et ont occupé à tour de rôle le boulevard qui

dessert l'usine.

Un mécontentement général s'est exprimé. Les cadences restent les mêmes malgré la chaleur et le port du masque obligatoire. Les chefs invoquent le respect des gestes barrières comme prétexte pour augmenter la pression.

Et puis beaucoup se méfient du double jeu de la direction : ne cherche-t-elle pas à récupérer tout ce qu'elle peut avant la vente du site ? Certains se demandent même si la semaine de travail supplémentaire n'est pas une simple annonce à destination de clients comme la SNCF qui attendent leur commande. En effet, certains samedis travaillés, les pièces d'assemblage n'arrivent pas à temps et on rentre chez soi après quelques heures d'attente...

Parmi les grévistes, des intérimaires en contrat de 18 mois dans l'usine se sont mobilisés. Eux non plus ne veulent pas baisser la tête alors qu'on leur demande de tout accepter en échange d'une hypothétique

embauche. La direction leur donne même un bleu différent pour mieux diviser.

Finalement, le 15 juin, après dix jours de mobilisation, la direction a reculé sur le vol des congés. C'est un premier succès. Pour le

patronat, il est clair que le monde d'après comporte davantage d'exploitation. Imposer un rapport de force comme l'ont fait les travailleurs de Bombardier est la meilleure réponse.

Correspondant LO

Téréos - Lillebonne : les grévistes ont gagné

80 % des ouvriers de Téréos, à Lillebonne en Seine-Maritime, ont fait grève pendant une semaine. Téréos est un groupe agro-industriel international de 22 000 salariés et 49 sites dans le monde.

Pour le grand public, c'est par exemple le sucre Béghin Say.

À Lillebonne, l'entreprise traite essentiellement du blé pour produire notamment de l'éthanol. L'usine, classée Seveso seuil haut, emploie 182 salariés.

La grève a éclaté le 5 juin contre la direction de l'usine qui avait multiplié

les sanctions depuis un an qu'elle est en place, et avait récemment augmenté la charge de travail, au mépris de la sécurité.

Un médiateur a été nommé et l'a recadrée. Après avoir jugé les demandes des grévistes excessives et infondées, la multinationale a dû reculer devant leur détermination. Ils ont obtenu que les questions de sécurité reviennent au service hygiène et sécurité, et que la direction fasse un petit stage de « management positif »...

Une victoire morale tout à fait bienvenue.

Correspondant LO

La Halle : contre les fermetures

Samedi 13 juin, c'est une manifestation de plus de 500 personnes qui a parcouru toute la ville d'Issoudun pour manifester contre la fermeture des sites de logistique de la ville, ainsi que de Montierchaume.

287 travailleuses et travailleurs à Issoudun, 202 à Montierchaume et des dizaines de chauffeurs et sous-traitants de la Halle, sites logistiques de conditionnement et de distribution de chaussures et de vêtements, risquent de se retrouver à la rue fin juillet. La mise en redressement judiciaire va arriver dès fin juin et les deux repreneurs intéressés par le site n'envisageraient pas de reprendre plus d'une cinquantaine de salariés.

Les manifestants se posaient la question « que faire maintenant ? », comme l'a crié l'un d'eux en

interrompant les discours. Les discussions se multipliaient pour dire que La Halle n'est pas un cas isolé, que les actionnaires s'en étaient mis plein les poches et qu'il n'y avait pas de raison que les travailleuses et travailleurs fassent les frais de la baisse des ventes.

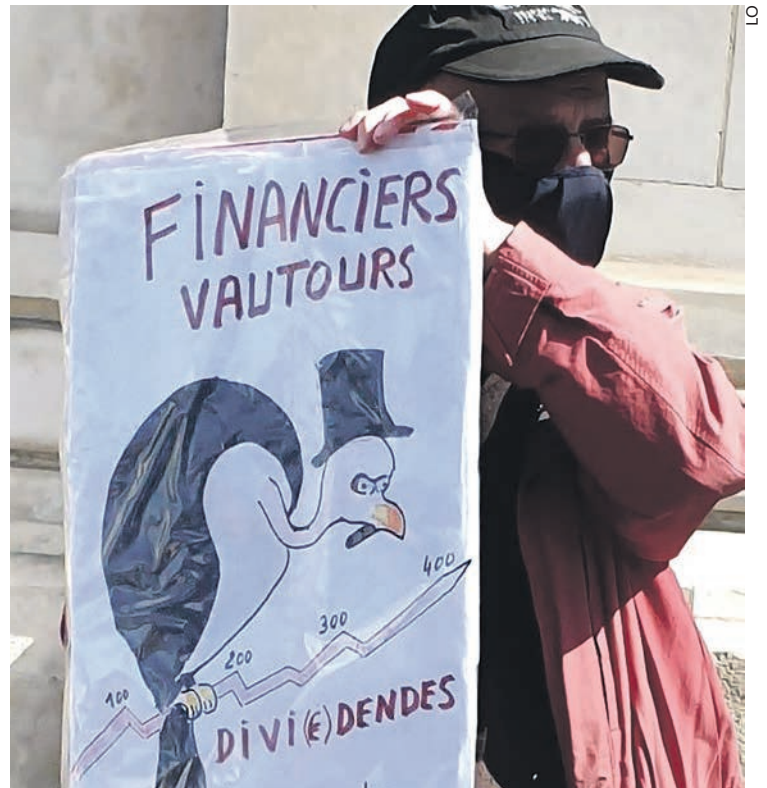
Beaucoup dans la manifestation dénonçaient les « fonds vautours » qui auraient raflé d'importants profits. Dans une interview récente, Laurence Anne Parent, directrice d'un cabinet de conseil, l'illustrait en déclarant : « Dans les années 1990, Camaïeu et La Halle étaient des machines de

guerre très rentables », avant des rachats d'enseignes qui ont poussé à gagner sans arrêt du chiffre d'affaires et arriver au trop-plein.

Quand les difficultés sont arrivées, les actionnaires et les banquiers ont fait appel, en 2016, à Patrick Puy, spécialiste de la « restructuration », qui a déjà sévi entre autres à Moulinex, Arc, Famas etc.

Ses déclarations sont sans ambiguïté, comme cette fameuse phrase qui en fait sans doute un dirigeant très apprécié dans son monde : « Il faut accepter de faire des choses pas morales, pas justes et pas normales. »

Après avoir vendu à la découpe la quasi-totalité des seize enseignes contrôlées par Vivarte, ce Patrick Puy fait donc du vide en fermant les sites de La Halle à



Issoudun et Montierchaume. De son côté, sur la zone industrielle d'Issoudun, juste à côté de La Halle, l'usine Safran, qui comptait 1500 personnes et qui

fabrique des sièges d'avions, a licencié 600 intérimaires. Elle projette de mettre en place un groupe de 500 ouvriers travaillant quatre jours pendant dix heures et de continuer à demander le paiement du chômage partiel jusqu'à la fin de l'année.

Tous ces patrons licencient, s'en prennent aux conditions de vie et de travail en fonction de leurs intérêts de capitalistes et peu leur importe de semer la misère ! Eh bien, que ce soit à La Halle, à Safran ou ailleurs, les emplois doivent être maintenus ainsi que les salaires. Il faut se préparer à l'imposer avec l'ensemble du monde du travail.

Correspondant LO

Zara : e-commerce, profits et licenciements

Zara, une grande chaîne de prêt-à-porter féminin, s'apprête à fermer 1 200 magasins sur près des 7 500 qu'elle exploite dans le monde. La raison invoquée est que la crise du coronavirus a fait baisser ses ventes.

En fait, ce groupe mondial reconnaît avoir pallié à 44% la baisse de ses ventes en magasin par des ventes sur Internet. Quant aux recettes, si le groupe

annonce une perte financière, il avoue que c'est la première en vingt ans. Et apparemment elle est bien faible car, pas plus tard qu'en avril, des analystes

financiers recommandaient malgré tout Zara comme un investissement prometteur (pour les spéculateurs et autres boursicoteurs), en insistant sur le fait qu'en un an, Inditex, la société qui détient, entre autres, Zara, avait augmenté son chiffre d'affaires de 8% et ses profits d'environ plus : 12%.

Seul chiffre non communiqué : le nombre de licenciements dans les magasins qui fermeront. Un détail pour ceux, ministres, patrons et médias, qui, quand ils parlent de la bonne marche de l'économie, pensent d'abord : santé des profits.

Pierre Laffitte

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Guadeloupe : échec au patronat revanchard

Le 10 juin, Rony Tillé, soignant au CHU de Pointe-à-Pitre Abymes, était convoqué au tribunal de Point-à-Pitre pour une prétendue menace de mort (rien que ça !) vis-à-vis d'une directrice du CHU lors de la dernière grève de l'établissement.

Ciblant un militant de Combat ouvrier et de la CGTG, membre de son bureau confédéral, il s'agissait évidemment d'une répression antisyndicale pour fait de grève, contre un militant très actif qui n'est, de ce fait, pas en odeur de sainteté du côté de la direction. Plusieurs dizaines de ses camarades ont manifesté ce jour-là devant le tribunal pour soutenir Tillé et protester contre la répression judiciaire. Il a été relaxé, et ce jugement a été ressenti au CHU, par les agents, et à juste titre comme une victoire contre une direction ridicule.

Mais le 12 juin, c'était Jean-Marie Nomertin, porte-parole de Combat

ouvrier et secrétaire général de la CGTG, qui était une nouvelle fois attaqué en justice par le gros planteur Tino Dambas, qui lui reproche de l'avoir traité « d'esclavagiste noir ». Il faut savoir que ce surnom lui est attribué depuis fort longtemps par les travailleurs et la population de la région de Capesterre-Belle-Eau.

Lors d'un procès précédent, Tino Dambas avait accusé Jean-Marie Nomertin d'avoir déclaré qu'il avait, lui, Dambas, tué un travailleur de la plantation. En fait, celui-ci souffrait d'un cancer en phase terminale et Dambas l'avait obligé à porter des régimes de Poyos (bananes) au lieu



Devant le palais de justice de Basse-Terre, Jean-Marie Nomertin et Rony Tillé en jaune.

de lui attribuer une tâche moins pénible. Il décédait peu après et cela méritait une dénonciation que Jean-Marie Nomertin avait faite. Tino Dambas avait été débouté et Nomertin relaxé pour cette affaire.

Comme à chaque procès intenté par ce patron,

plus de cent personnes, dont une grande majorité de travailleurs de la banane, ont manifesté pendant l'audience devant le tribunal de Basse-Terre. Le jugement sera rendu le 26 juin.

Ce gros patron sera-t-il débouté comme la dernière

fois ? Souhaitons-le, mais quoi qu'il en soit, l'acharnement juridique de ce revanchard, qui n'a toujours pas digéré la grande grève des travailleurs de la banane de 2017, est si ridicule qu'il est devenu depuis longtemps la risée de tous.

Pierre Jean-Christophe

Nokia – Nozay : suppressions d'emplois, un nouveau plan révoltant

À Nozay, dans l'Essonne, la direction de Nokia vient d'annoncer un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), c'est-à-dire de licenciements. La procédure de consultation des syndicats doit commencer le 22 juin. La grande majorité des salariés est encore en télétravail.

Depuis le rachat d'Alcatel par Nokia en 2014, c'est le quatrième PSE. Dans la période précédente, à l'époque d'Alcatel, les plans de licenciements succédaient aux plans de licenciements : entre 2001 et 2012, on a compté plus de dix PSE ou ventes d'activités.

À Nozay, le précédent plan de suppression d'emplois n'est même pas terminé. Les départs ne sont pas

encore tous effectifs. D'ailleurs, plusieurs dizaines de salariés ont dû renoncer en mai à leur volontariat car les embauches qu'ils escomptaient dans d'autres entreprises ont été annulées, suite à la crise sanitaire. Ce fait risque de produire une relance des licenciements coercitifs, faute d'un nombre suffisant de « volontaires ».

Pourtant, la direction générale du groupe Nokia

reconnait de bons résultats financiers. Il y a eu certes une légère baisse du chiffre d'affaires au premier trimestre 2020, mais Nokia fait partie des secteurs qui n'ont pas trop souffert de la crise. Ainsi, ses marges se sont améliorées. Malgré le passage de plus de 90 % des salariés en télétravail, la productivité n'a pas baissé. Même les directeurs de la division réseaux téléphonie mobile et le DRH France s'en sont félicités.

La direction a même profité du télétravail pour réduire ses coûts : fermeture de bâtiments, arrêt de presque tous les cars d'entreprise, réduction des services sur

le site dont le personnel de restauration, etc. Mais elle en veut encore plus et dit qu'il faudra faire encore plus d'économies. Les augmentations de salaires de près de 2 % ont été reportées sine die.

À Nozay, où l'activité principale est le développement et les tests sur la nouvelle technologie 5G, la pression de la hiérarchie ne faiblit pas. Les ingénieurs de la Recherche et Développement (R&D) sont de plus en plus nombreux à être sollicités le samedi, le soir (parfois jusqu'à minuit), voire le dimanche.

Nouveauté, la direction vient de commencer une négociation pour faire travailler 32 salariés en 2x8, dont

une douzaine le samedi, en équipes de 7 h à 14 h 30 et de 13 h à 20 h 30. Le prétexte est le développement de nouvelles cartes électroniques, considérées comme essentielles par la direction dans sa guerre commerciale contre son concurrent Ericsson.

La direction de Nokia n'a pas encore annoncé le nombre d'emplois qu'elle compte supprimer. Mais le fait que les actionnaires puissent le décider, alors que Nokia reste plutôt à l'aise dans cette période de crise, est tout simplement révoltant.

Correspondant LO

Maurice Rajsfus : un écrivain contre les crimes de l'État

Né en 1928 à Aubervilliers, Maurice Rajsfus vient de mourir à 92 ans. Beaucoup de nos lecteurs le connaissent puisqu'il était venu bien des fois présenter ses livres à la fête de Lutte ouvrière

Les parents de Maurice Rajsfus étaient des Juifs polonais qui vendaient des bas et des chaussettes sur les marchés parisiens. Comme 13000 autres Juifs, ils furent arrêtés par la police parisienne le 16 juillet 1942, lors de la rafle du Vel' d'Hiv', entassés au Velodrome d'Hiver, puis déportés vers les camps d'extermination nazis.

Les Rajsfus habitaient Vincennes. Ses parents, sa sœur de 16 ans et lui-même, 14 ans, furent emmenés

par la police dans une villa avant de rejoindre le vélodrome. À un moment, un homme entra dans la pièce où les familles juives attendaient et lança : « Les enfants peuvent partir. » La mère de Rajsfus fut la seule à laisser partir ses enfants, qui ne revirent jamais leurs parents, morts à Auschwitz. Les deux enfants survécurent à l'occupation mais Maurice resta marqué toute sa vie par ce choc d'avoir vu la police française faire le sale

travail pour les nazis. Un choc qui s'est répété pendant la guerre d'Algérie, notamment lors de la nuit du 17 octobre 1961. Dirigée par Papon, qui dans les années 1940 avait organisé à Bordeaux la déportation de Juifs, la police française massacra, à Paris, plusieurs centaines de participants à une manifestation d'Algériens en lutte pour leur indépendance.

À 16 ans, il adhéra aux Jeunesses communistes mais il en fut exclu deux ans après pour « hitléro-trotskyisme » et rejoignit alors une organisation trotskyste, le Parti communiste internationaliste.

En 1950, il abandonna le militantisme politique pour fréquenter des surréalistes. Devenu correcteur d'imprimerie puis journaliste, il vécut mai 68 à 40 ans et se rapprocha des groupes trotskystes. Il commença alors à écrire des livres où il racontait sa jeunesse juive, les rafles, l'Occupation et l'après-guerre, discutant aussi de la dégénérescence de l'Internationale communiste dirigée par Staline. Après un voyage en Israël, il dénonça le sort fait aux Palestiniens par les dirigeants israéliens, mais aussi par ceux des États arabes comme le roi de Jordanie.

Pendant toute sa vie, il a recensé les violences policières, les dénonçant dans ses publications, et en participant à la fondation d'un Observatoire des libertés publiques en 1994. Il a écrit une soixantaine de livres, qu'il venait présenter à notre fête.

Maurice Rajsfus était une personnalité chaleureuse, facile à aborder et partageant les espoirs de ceux qui savent que pour en finir avec les violences policières comme avec le racisme, il faudra se débarrasser du capitalisme. Il va nous manquer.

Jacques Fontenoy